

Février 2024

# REGARDS SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Rhône



# SOMMAIRE

## ÉDITO

## REPÈRES SUR LE DÉPARTEMENT

## REPÈRES SUR L'ACTIVITÉ DE FRANCE TRAVAIL

### 1. L'ÉCONOMIE, L'EMPLOI ET LES PERSPECTIVES D'EMBAUCHE

- 1.1. LES SPÉCIFICITÉS DE L'EMPLOI DÉPARTEMENTAL
- 1.2. L'EMPLOI SALARIÉ
- 1.3. LES RECRUTEMENTS
- 1.4. PERSPECTIVES D'EMPLOI

### 2. LA POPULATION, LES ACTIFS ET LES DEMANDEURS D'EMPLOI

- 2.1. LES CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES DU DÉPARTEMENT
- 2.2. LE TAUX DE CHÔMAGE
- 2.3. LES DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS À FRANCE TRAVAIL

### 3. UN MARCHÉ DU TRAVAIL SOUS TENSION

- 3.1. DES TENSIONS DE NATURES DIFFÉRENTES
- 3.2. LES MÉTIERS LES PLUS EN TENSION

### 4. DES INITIATIVES POUR RÉDUIRE LES TENSIONS DE RECRUTEMENT

- 4.1. ORIENTER VERS LES SECTEURS ET MÉTIERS EN TENSION ET RECRUTER AUTREMENT
- 4.2. LA FORMATION POUR RÉPONDRE AUX TENSIONS DU MARCHÉ DU TRAVAIL
- 4.3. DES ACTIONS POUR LEVER LES FREINS AU RETOUR À L'EMPLOI
- 4.4. DES DISPOSITIFS D'INSERTION ET DES ACTIONS POUR LES PUBLICS QUI EN ONT LE PLUS BESOIN

## ÉDITO

Lugdunum. Ce n'est pas un hasard si les Romains avaient choisi la ville de Lyon pour en faire la capitale de la Gaule romaine. Situé à la confluence de deux cours d'eaux navigables d'importance, au cœur du couloir rhodanien et de l'axe européen Nord-Sud, le territoire du Rhône bénéficie d'un emplacement géographique unique qui le dote de nombreux atouts.

De par son poids démographique (4<sup>ème</sup> département le plus peuplé de France), sa puissance et son dynamisme économique, la concentration en son sein de fonctions métropolitaines, que ce soit pour les services de l'Etat ou les grandes entreprises, le Rhône occupe un rôle et une position centrale dans la vie de la région.

Depuis le 1er janvier 2015, le paysage institutionnel du territoire rhodanien a été profondément transformé avec la création de la Métropole de Lyon, qui dispose d'un statut unique à ce jour. Ainsi coexistent dorénavant deux collectivités territoriales à compétence départementale : la Métropole de Lyon, qui regroupe 75% de la population du Rhône et 82% des demandeurs d'emploi, et le Conseil Départemental du Rhône, dont la population est supérieure à celle des départements de la Savoie ou de l'Ardèche.

Doté d'une économie diversifiée, d'entreprises dynamiques issues parfois de success-stories familiales, le département du Rhône est un territoire riche qui présente néanmoins de fortes inégalités territoriales.

Fort de notre réseau de 23 agences et de nos 1300 agents, nous nous efforçons au quotidien d'aider les entreprises à recruter et d'accompagner les demandeurs d'emploi dans leur projet, et en particulier ceux qui sont les plus en difficultés.

Pour cela, nous nous appuyons également sur un important réseau de partenaires avec qui nous partageons cette culture lyonnaise de l'innovation sociale et du « faire ensemble ».

Joseph SANFILIPPO  
Directeur territorial

# REPÈRES SUR LE DÉPARTEMENT

**3 200 KM<sup>2</sup>**  
**10 BASSINS D'EMPLOI**  
**267 COMMUNES**

## POPULATION

**1 883 000 habitants** en 2020, soit **23%** de la population régionale  
**+0,7%** en moyenne par an entre 2014 et 2020  
**40%** de moins de 30 ans, **22%** de plus de 60 ans  
**45%** de diplômés du supérieur (parmi non scolarisés de 15 ans ou plus)  
**74,7%** de taux d'activité (des 15 à 64 ans)  
*Source : Insee, Recensement de la population (2020)*

## ÉTABLISSEMENTS (HORS PARTICULIERS EMPLOYEURS)

**75 170** en 2021  
**71%** entre 1 et 9 salariés  
*Source : Insee, Flores-Fichier Localisé des Rémunérations et de l'Emploi Salarié (2021)*

## EMPLOIS SALARIÉS

**988 102** au 3ème trimestre 2023  
*Source : Insee, estimations d'emploi, emploi salarié total (données CVS, au 3ème trimestre 2023)*

## EMBAUCHES

**2 483 700** en 2023, dont **387 300** pour un contrat de plus d'un mois hors intérim  
*Source : Acoess, DPAE-Déclarations préalables à l'embauche (données brutes, en cumul annuel de janvier à décembre 2023)*

## TAUX DE CHÔMAGE

**6,4%** au 3ème trimestre 2023  
*Source : Insee, taux de chômage localisés (données CVS, au 3ème trimestre 2023)*

# REPÈRES SUR L'ACTIVITÉ DE FRANCE TRAVAIL DANS LE DÉPARTEMENT

## DEMANDEURS D'EMPLOI

**80 250** au 4ème trimestre 2023

Source : France Travail, statistique du marché du travail, demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à France Travail en catégorie A (données CVS, en moyenne trimestrielle, 4ème trimestre 2023)

## RETOURS À L'EMPLOI DES DEMANDEURS D'EMPLOI

**126 000** en 2022

Source : France Travail, retours à l'emploi d'un mois ou plus (données brutes, en cumul annuel de janvier à décembre 2022)

## DOSSIERS DE DEMANDES D'ALLOCATION TRAITÉS (ASSURANCE CHÔMAGE ET ALLOCATION D'ÉTAT)

**220 082** en 2023

Source : France Travail (en cumul annuel de janvier à décembre 2023)

## MONTANT D'ALLOCATIONS ET AIDES VERSÉES (ASSURANCE CHÔMAGE ET ALLOCATION D'ÉTAT)

**1 281 millions €** en 2022

Source : France Travail (brut, en cumul annuel de janvier à décembre 2022)

## TAUX DE SATISFACTION DES DEMANDEURS D'EMPLOI VIS-À-VIS DE LEUR ACCOMPAGNEMENT

**85,1%**

Source : France Travail, enquête Ipsos (en cumul janvier à décembre 2023)

## TAUX DE SATISFACTION DES ENTREPRISES VIS-À-VIS DES SERVICES DE FRANCE TRAVAIL

**86,0%**

Source : France Travail, enquête Ipsos (en cumul janvier à décembre 2023)

## VISITES EN AGENCE

**287 997** en 2023

Source : France Travail (en cumul annuel de janvier à décembre 2023)

## APPELS TRAITÉS AU 3949

**208 402** en 2023

Source : France Travail (en cumul annuel de janvier à décembre 2023)

## OFFRES D'EMPLOI DIFFUSÉES PAR FRANCE TRAVAIL

**541 460** en 2023

Source : France Travail, offres d'emploi collectées par France Travail et offres en provenance des sites partenaires (en cumul annuel de janvier à décembre 2023)



# L'ÉCONOMIE, L'EMPLOI ET LES PERSPECTIVES D'EMBAUCHES

Le département du Rhône est un territoire qui se caractérise par un tissu économique riche et diversifié, animé par un fort dynamisme. En tant que capitale régionale et métropole européenne, il accueille de nombreux centres de décision, tant dans le secteur du public que dans le privé, ce qui se traduit également par une forte activité dans les services et les activités de R&D.

S'appuyant sur une tradition industrielle ancienne, le Rhône a développé des activités importantes dans les domaines de la chimie, de l'industrie pharmaceutique, de l'automobile et de la métallurgie. Pour faire face aux besoins d'une population importante et en croissance, le poids du secteur de l'économie présentielle est également important, avec de nombreuses activités tournées autour du commerce, de l'enseignement, des services à la personne et de la santé. Fort de son patrimoine historique et de son dynamisme culturel, le Rhône est également un territoire qui attire de nombreux touristes, attirés par des événements culturels de premier plan et par une gastronomie reconnue mondialement.

Territoire d'innovation, les activités du Rhône connaissent un certain renouvellement de par l'implantation de nouvelles activités qui visent à répondre aux défis de la transition écologique et de la transformation numérique de l'économie.

## 1.1.

### LES SPÉCIFICITÉS DE L'EMPLOI DÉPARTEMENTAL

Les communes de Lyon et Villeurbanne regroupent 50% des habitants de la Métropole de Lyon. Elles concentrent également la majeure partie des effectifs salariés du département, même s'il existe des pôles d'activité importants sur d'autres territoires, notamment dans l'Est Lyonnais et au Sud du département.

Rhône			
Code	Libellé commune	Effectifs	% du DEPT
69383	Lyon 3e Arrondissement	80 735	10%
69387	Lyon 7e Arrondissement	58 014	7%
69266	Villeurbanne	57 327	7%
69290	Saint-Priest	41 858	5%
69382	Lyon 2e Arrondissement	40 314	5%
69386	Lyon 6e Arrondissement	32 950	4%
69389	Lyon 9e Arrondissement	31 630	4%
69259	Vénissieux	26 936	3%
69388	Lyon 8e Arrondissement	21 130	3%
69256	Vaulx-en-Velin	19 470	2%

#### TOP 10 DES COMMUNES DU DÉPARTEMENT SELON LE NOMBRE D'EFFECTIFS SALARIÉS (SECTEUR PRIVÉ)

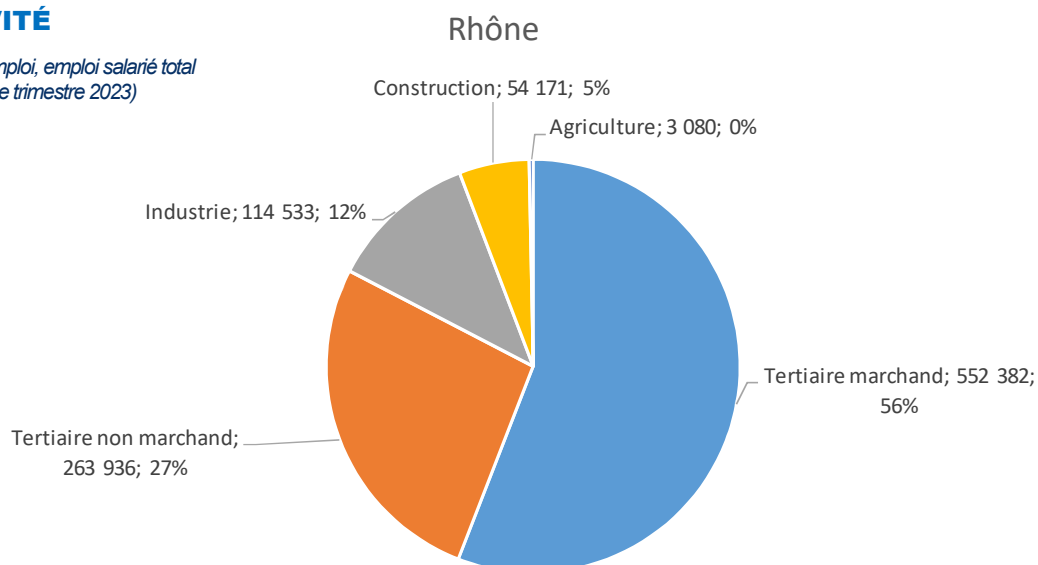
Source : ACOSS (secteur privé, 2022)

83% des salariés travaillent dans le secteur tertiaire (contre 77% en Auvergne-Rhône-Alpes), soit 816 318 personnes dans les services marchands (transport-logistique, hôtellerie-restauration, activités informatiques, de conseil et d'ingénierie, banque, assurance, etc.) ou non-marchands (santé et action sociale, enseignement, administration publique...).

L'industrie concentre 12% des effectifs (contre 16% en moyenne régionale), le reste des effectifs se répartissant entre la construction (5% des effectifs, contre 6% en moyenne régionale), et l'agriculture (0% des effectifs, contre 1% en moyenne régionale).

#### RÉPARTITION DE L'EMPLOI SALARIÉ DANS LE DÉPARTEMENT PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Source : Insee, estimations d'emploi, emploi salarié total (données CVS, au 3ème trimestre 2023)



Le Rhône se caractérise par l'existence de **bassins d'emploi** présentant des spécificités sectorielles notables :

- **La Part-Dieu** : c'est le 2ème quartier d'affaires en France, derrière celui de la Défense, avec **40 000 emplois salariés** ; le plus grand centre commercial intra-muros d'Europe, en cours de rénovation ; une présence importante de représentants du secteur banques et assurances, services et conseils (Oracle, Egis Group, France Telecom, ...), public et parapublic (EDF, ERDF, SNCF, cité administrative, Métropole de Lyon). Un quartier et une gare qui vont être concernés par une profonde transformation dans les 10 années à venir pour en maintenir l'attractivité et le leadership.
- **Pôle économique de l'Ouest de Lyon** : 2ème bassin d'emploi tertiaire du département avec 6 600 établissements, **40 000 emplois**, rassemblés autour du parc d'activités Techlid, d'un pôle universitaire (Ecole centrale, Institut Paul Bocuse), et la présence de Sanofi Pasteur.
- **Parc technologique de St Priest et ZAC Urban'East** : présence de nombreuses entreprises œuvrant dans les biotechnologies et la santé (Meril, Mylan, groupe Johnson & Johnson), l'environnement (Gamesa Energie France, SMA France), l'ingénierie industrielle (Scheider Electric, Irisbus), les services (Cap Gemini, SFR, Cirtil, Ernst & Young), et le siège et sites de production de Renault Trucks.
- **Quartier de Gerland** : au Nord, il s'agit d'un territoire en reconversion, organisé autour des ZAC du Bon Lait et des Girondins, avec la construction d'immeubles tertiaires ; au Sud, on trouve le « Biodistrict-Lyon-Gerland » et Lyon Techsud (Genzyme), secteurs dédiés aux activités de biosanté (Sanofi Pasteur, Aguetant, Merial, Genzyme, etc...), que vient appuyer un pôle universitaire de premier ordre (Université Claude Bernard, campus Charles Mérieux, Isara, ENS, laboratoire P4). Le nouveau siège du CIRC s'y est récemment implanté, et l'académie de formation de l'OMS ouvrira prochainement ses portes. En septembre 2024, l'EM Lyon inaugurerà son nouveau campus le long de l'avenue Jean Jaurès.
- **La Vallée de la chimie** : y sont présentes une dizaine d'entreprises de la chimie-pétrochimie, des combustibles carburants et des gaz industriels (Rhodia, Arkéma, Total, IFP, Bluestar silicone, ..), représentant **6 500 emplois directs**. Par différentes actions et initiatives, ce bassin industriel vieux de 150 ans cherche à faire sa transformation vers la chimie verte et la chimie-environnement. L'implantation récente de l'entreprise Symbio va contribuer au développement d'un pôle hydrogène qui porte de grands ambitions.
- **Le Port Edouard Herriot** : c'est le premier port intérieur français pour le trafic de containers. C'est un site multimodal qui combine 5 modes de transport : fluvial, fluviomaritime, fer, route et oléoduc. Son activité est en développement et en transformation, notamment pour répondre aux enjeux de la logistique du dernier kilomètre.
- **Campus universitaire Lyon Tech (La Doua)** : à côté d'un pôle universitaire important (UCB, INSA Lyon/ ENSIB) figurent des établissements spécialisés dans les écotechnologies et l'ingénierie post-carbone (80 laboratoires de recherche, 50 entreprises innovantes et de haute technologie).
- **Lyon Vaise** : ce secteur en développement présente un pôle numérique important (Cégid, Eletronic Arts, Apicil, Logica, AKKODIS, Villa Créatis), accueille le parc d'activités mixtes Greenopolis ainsi qu'un pôle de loisirs (multiplexe Pathé + simulateur Iway). Lyon est la 2<sup>ème</sup> French tech du pays.
- **L'aéroport de Lyon Saint Exupéry** : c'est le 4ème aéroport français en termes de passagers commerciaux. Avec 8.5 millions de passagers en 2022 et 120 destinations desservies, la reprise se confirme mais la fréquentation reste bien inférieure aux 11,7 millions de passagers accueillis en 2019, le record d'avant-crise. Sur son territoire sont présentes 210 entreprises regroupant 5500 emplois. L'aéroport de Bron est quant à lui le 3ème aéroport d'affaires en France.



- **L'Est Lyonnais :**
  - Zone industrielle de Meyzieu-Zonage : 200 entreprises, **5000 emplois**. L'association AIRM réunit un certain nombre des entreprises de ce bassin.
  - Parc Industriel des Gaulnes : potentiel de 5000 emplois. Entreprises déjà implantées : Mylan, Norbert Dentressangle, Véolia Environnement, RTE.
  - L'OL Vallée : à Décines-Charpieu s'est développé depuis quelques années un pôle d'activités dédié aux activités du loisir et du sport, autour du Groupama stadium, le stade de football appartenant à l'Olympique Lyonnais qui a vu le jour en janvier 2016.
  - En novembre 2023, cet écosystème se verra renforcer par l'ouverture d'un nouveau lieu emblématique, la LDLC Arena, une salle polyvalente qui accueillera les matchs d'Euroligue de l'ASVEL masculin ainsi que de nombreux spectacles et concerts.
  
- **Zones commerciales** de la Porte des Alpes (Saint-Priest), de Confluence (Lyon 2), du Carré de la Soie (Vaulx-en-Velin), Givors, Villefranche, RN9 et Saint-Bonnet de Mure.
  
- **Zone du Sud-Est lyonnais** : commerce de gros, pôle agroalimentaire, marché de gros de Corbas.

De par sa situation géographique, le département du Rhône a une ouverture naturelle à l'international, vers l'Europe bien sûr mais également au-delà.

Le territoire a une longue tradition de participation à des échanges culturels, économiques et académiques avec d'autres régions du monde, favorisant ainsi la coopération et les relations internationales.

Depuis bientôt 50 ans, l'ADERLY, l'agence de développement économique de la région lyonnaise, travaille à attirer des entreprises étrangères pour qu'elles viennent s'implanter sur le territoire, pour contribuer à en diversifier le tissu économique et à développer l'emploi local.

Ainsi, de nombreuses entreprises étrangères sont présentes à Lyon, où elles ont choisi d'y fonder leur siège France ou Europe : Renault Trucks, ABB France, JTEKT Europe, Solvay Rhodia, Fresenius Medical Care – SMAD, etc...

Lyon et sa région accueillent également des entreprises françaises ayant une forte projection à l'international : Sanofi Pasteur, le groupe SEB, Boiron, etc...

Plusieurs institutions internationales sont présentes à Lyon : Interpol, le Centre International de Recherche contre le Cancer, Euronews, et prochainement l'académie de l'OMS.

Lyon dispose d'équipements de premier ordre qui favorisent son ouverture à l'international : l'aéroport Lyon Saint-Exupéry, le Centre de Congrès de Lyon ainsi qu'Eurexpo, qui accueillent chaque année des congrès et événements internationaux : salon Pollutec, le SIRHA, le Bocuse d'Or, etc...

Lyon et sa région disposent de nombreuses universités, établissements d'enseignement supérieur (Ecole Centrale, EM Lyon, ENS, campus de la Doua) et laboratoires de recherche, qui attirent de nombreux étudiants (environ 25 000) et scientifiques étrangers, et contribuent à des projets de recherche internationaux.

Portée par le développement de la marque ONLY LYON, Lyon est également devenue une capitale européenne du tourisme, et notamment des séjours de courte durée de type « city break ». Avec ses 2 cours d'eau qui la traversent, c'est également une étape importante du tourisme fluvial européen (accueil de nombreuses croisières).

# ZOOM SUR

## LES SECTEURS PHARES DU DÉPARTEMENT

### L'industrie

Avec 114 533 salariés, l'industrie concentre 12% des effectifs (contre 16% en moyenne régionale).

Si son poids est inférieur à la moyenne régionale, il faut souligner que l'industrie reste néanmoins un secteur important si l'on compare Lyon aux autres métropoles françaises. Dans le Rhône, l'industrie se distingue par sa diversification, même si certaines activités ont un poids historiquement important : l'industrie chimique et pharmaceutique, l'automobile et la métallurgie.

	Rhône	% de l'emploi du DEPT (secteur privé)	pour compar., % en ARA
<i>Métallurgie et fabrication de produits métalliques</i>	11 797	1%	3%
<i>Industries agro-alimentaires</i>	11 246	1%	3%
<i>Industrie des plastiques et autres produits non minéraux</i>	5 211	1%	2%
<i>Industrie du meuble et diverses ; réparation et installation de machines</i>	15 130	2%	2%
<i>Fabrication de machines et équipements n.c.a.</i>	9 385	1%	2%
<i>Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné</i>	9 902	1%	1%
<i>Fabrication de matériels de transport</i>	8 254	1%	1%
<i>Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques</i>	1 813	0%	1%
<i>Industrie chimique</i>	10 630	1%	1%
<i>Habillement, textile et cuir</i>	3 326	0%	1%
<i>Fabrication d'équipements électriques</i>	4 612	1%	1%
<i>Bois et papier</i>	3 450	0%	1%
<i>Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution</i>	5 768	1%	1%
<i>Industrie pharmaceutique</i>	9 746	1%	1%
<i>Industries extractives</i>	279	0%	0%
<i>Cokéfaction et raffinage</i>	645	0%	0%

### « Atom'Emploi », une équipe de France Travail dédiée à l'activité nucléaire de la région

Créée en partenariat avec EDF, Nuclear Valley (le pôle de compétitivité de l'industrie du nucléaire) et IFARE (l'association qui fédère les entreprises prestataires du nucléaire dans la Vallée du Rhône), Atom'Emploi agit en synergie avec tous les acteurs de la filière.

En faisant le choix de développer une équipe dédiée au nucléaire, France Travail prend le chemin de l'avenir. Grâce à la souplesse et à la réactivité de cette équipe, les entreprises optimisent leurs démarches de recrutement. Nuclear Valley apporte son soutien et sa collaboration à cette initiative ô combien utile et performante pour notre filière en région. » Jean-Luc Allouche, responsable Développement de Nuclear Valley.

## La filière pharmaceutique

Cette filière regroupe 4 branches : la production, la R&D, les métiers supports et les départements réglementaires tant pour la santé humaine que pour la santé animale.

La région ARA occupe la 2ème place en terme d'emplois salariés et le Rhône compte environ **20 000 salariés** (données AFIPRAL). 52% des établissements se situent dans le département (134 établissements).

Pour la 2ème année consécutive, dans le cadre de la semaine de l'industrie pharmaceutique, un Forum a été organisé à l'UCLY sous l'impulsion de l'AFIPRAL/LEMM. C'est un événement phare de la région qui a réuni 70 entreprises et plus de 550 candidats.

## Le transport de voyageurs

Le transport de voyageurs est un secteur important dans le Rhône, du fait notamment de la présence d'un important réseau de transports en commun sur l'agglomération lyonnaise. Kéolis qui en est l'opérateur principal recherche chaque année plusieurs centaines de chauffeurs de bus.

Pour trouver de nouveaux candidats, de nombreuses actions sont organisées, comme des ateliers transport qui visent à informer les demandeurs d'emploi sur les opportunités dans ce secteur. France Travail finance des titres professionnels par le biais de ses achats collectifs de formation, mais des Préparations Opérationnelles à l'Emploi sont également mises en place, soit pour permettre d'obtenir le titre en amont d'un emploi, soit pour préparer les personnes à une entrée en contrat de professionnalisation.

## La santé et l'action sociale

En décembre 2022, ce secteur comptait 66 500 salariés dans le Rhône, soit 8% de l'emploi salarié total. Cela représente 28,9% de l'emploi salarié de ce secteur dans la Région.

Les principaux pôles de recrutements sont : l'accueil des jeunes enfants ; les activités hospitalières ; les aides à domicile ; l'hébergement médicalisé pour les personnes âgées ; l'action sociale sans hébergement.

Suite à la crise sanitaire 2020/2021 et à l'accroissement des tensions sur les métiers du grand âge, la circulaire interministérielle du 12 décembre 2021 a demandé de mettre en place une organisation locale en s'appuyant sur le service public de l'emploi permettant de recenser les besoins de recrutements, d'identifier les viviers potentiels pour y répondre et de formaliser les modalités concrètes d'accompagnement vers l'emploi.

- En région ARA, en novembre 2021, en collaboration étroite avec l'ARS et la DREETS, France Travail a lancé un appel à candidature auprès des structures, des fédérations, des employeurs d'aide à domicile. Cela a abouti à la création de **cellules opérationnelles** et à la démarche **Sourcing Recrutement**. Dans le Rhône, au regard du nombre d'employeurs engagés, nous avons mis en place des cellules infra-territoriales : Est, Centre, Ouest, Beaujolais.
- Parallèlement, en janvier 2021, le CNSA, en lien étroit avec la DGCS, a soutenu le développement de **plateformes sur les métiers de l'autonomie des personnes âgées et handicapées**. L'objectif est d'apporter des solutions aux structures de l'aide à domicile et aux établissements médico-sociaux peinant à recruter et à fidéliser leurs professionnels. Vingt projets ont été retenus dont la **plateforme métropolitaine**.

Au regard de ce contexte, un rapprochement s'est mis en place aboutissant à la création du parcours d'aides-soignants constitués d'étapes où France Travail et la MMI'e travaillent en étroite collaboration pour accompagner les publics prioritaires à intégrer et aller au terme de ces formations. Cette démarche prend en compte les deux campagnes annuelles de recrutement des IFAS.

## L'emploi cadre

Plus de la moitié des offres cadres de la région ARA est concentrée dans la zone d'emploi de Lyon. Les métiers du développement informatique sont les profils les plus recherchés (sources : APEC 2023). Les deux principaux secteurs recruteurs sont les activités d'ingénierie et le conseil en systèmes et logiciels informatiques (plus d'un quart des offres).

Les services à forte valeur ajoutée (activités informatiques, ingénierie R&D, conseils, banque...) sont également concentrés dans l'aire métropolitaine lyonnaise, en lien avec les centres décisionnels régionaux implantés.

Certaines zones géographiques enregistrent une grande concentration de cadres. Les jeunes cadres sont surreprésentés dans le centre-ville de Lyon, le secteur de Gorge de Loup et Confluence, où 24 % des salariés sont des cadres des services à haute valeur ajoutée, plutôt jeunes.

La zone géographique de l'ouest Lyonnais (Gerland sud-est et nord, Perrache, Vaise, Écully, Limonest et Dardilly) se distingue par une forte présence de cadres des services à haute valeur ajoutée (35 %), et des cadres et professions intermédiaires (17 %). Dans la zone de Vaise, où se situe un pôle numérique majeur, la part des cadres atteint 57 % (Source INSEE 2023).

## L'emploi public

Avec 94.9 emplois publics pour 1000 habitants (source : INSEE), ce secteur est très fortement implanté dans le Rhône (+14.5 points / moyenne régionale). L'emploi public est un secteur pourvoyeur d'emplois, du fait du rôle de Lyon en tant que métropole régionale. Hôpitaux, administrations centrales, universités, collectivités territoriales, Education nationale, tous ces employeurs sont à la recherche de personnel et rencontrent souvent des difficultés à recruter, notamment pour les services publics de proximité (voirie et espaces verts, petite enfance et périscolaire, services sociaux et administratifs, etc...).

Ce secteur offre de nombreuses opportunités aux demandeurs d'emploi, offrant un panel de métiers très diversifié. Il mériterait sans doute d'être davantage mis en avant car il reste encore insuffisamment connu, d'autant que pour de nombreux emplois, l'accès peut se faire directement, sans nécessité de passer par la voie d'un concours.

Différentes actions sont mises en œuvre. En septembre 2023, un forum de recrutement a été organisé par l'agence de Lyon Jean Jaurès pour les besoins de recrutement de l'Education nationale. En janvier 2024, une formation au métier de secrétaire de mairie est mise en place avec le CNFPT et le Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Rhône.

## L'agriculture

Si ce secteur ne regroupe que 0.4% de l'emploi salarié, le Rhône est néanmoins le 2<sup>ème</sup> département de la région Auvergne Rhône-Alpes en matière d'emploi salarié agricole.

Doté d'une identité agricole forte, ce secteur est centré autour de 2 activités principales : la viticulture (47% des établissements du secteur) et la production de lait (18% des établissements).

Dans le Beaujolais, l'activité viticole et les caractéristiques de son relief expliquent la présence d'un travail saisonnier important, même si la mécanisation est en augmentation.

Le secteur des monts du Lyonnais se caractérise par une activité maraîchère et fruitière importante tournée vers les besoins en alimentation de l'agglomération lyonnaise.

Comme d'autres territoires ruraux, le nombre d'exploitations est en constante diminution, ce qui pose des enjeux en matière de transmission d'activités et d'installation de nouveaux agriculteurs.

Chaque année, une semaine de l'emploi salarié agricole est organisée par l'association Graine d'emplois, association qui a été créée par la chambre d'agriculture pour contribuer au développement de l'emploi salarié dans ce secteur.

## Les pôles de compétitivité

Les pôles de compétitivité regroupent des entreprises, des structures de recherche et des établissements de formation, ayant vocation à dynamiser l'innovation et à favoriser le développement économique sur le territoire régional. Ils permettent ainsi de soutenir et d'accompagner des projets portés par nos entreprises. 13 des 55 Pôles de compétitivité présents sur le territoire national sont implantés dans la région Auvergne-Rhône-Alpes.

### 6 Pôles de compétitivité labellisés ont leur siège implanté dans le département du Rhône :

**AXELERA**, pôle de compétitivité des filières chimie-environnement.

**CARA**, pôle qui accompagne les mutations des systèmes de transport de personnes et de marchandises.

**INFRA 2050**, pôle ayant pour ambition de porter l'innovation de la filière des infrastructures (ouvrages d'art souterrains ou de surface liés à la mobilité routière, ferrée et ferroviaire, ouvrages de protection des populations, réseaux de transport des fluides, électricité et données, les centres urbains)

**INNOV'ALLIANCE**, le pôle de compétitivité sur la thématique de la Naturalité qui accompagne l'innovation et les transitions de l'agriculture et de 4 filières de transformation du végétal : Agroalimentaire, Compléments alimentaires et ingrédients santé, Cosmétique, Parfums et arômes.

**LYONBIOPOLE**, le catalyseur de l'écosystème d'innovation santé en Auvergne Rhône-Alpes, dont il assure la connexion, le développement et la promotion.

**TECHTERA**, pôle de compétitivité dédié à la filière textile française

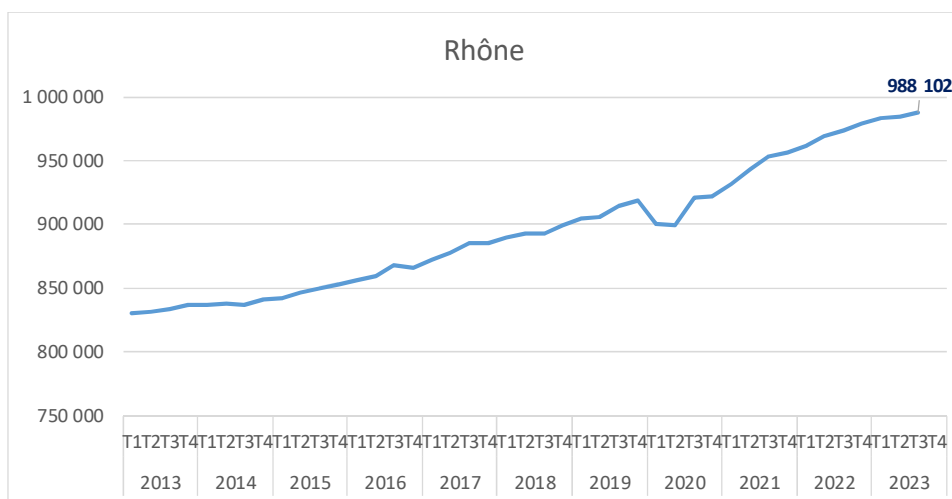
## 1.2.

### L'EMPLOI SALARIÉ ORIENTÉ À LA HAUSSE DEPUIS 10 ANS

L'emploi salarié est orienté à la hausse sur dix ans : +19% entre 2013 et 2023, soit +154 300 créations de postes sur cette période.

#### EMPLOI SALARIÉ DANS LE DÉPARTEMENT DEPUIS DIX ANS

Source : Insee, estimations d'emploi, emploi salarié total (données CVS, en fin de trimestre)



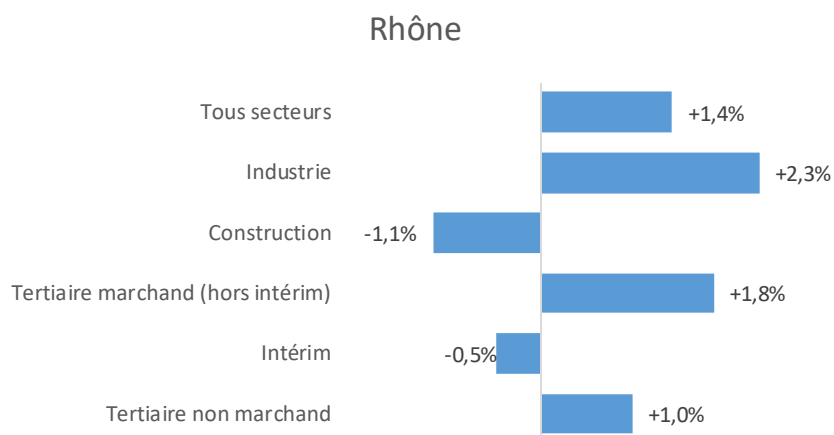
Après le « trou d'air » lié à la crise sanitaire en 2020, les effectifs ont de nouveau augmenté à un rythme soutenu pour retrouver les niveaux d'avant-crise.

Entre le 3ème trimestre 2023 et le même trimestre de l'année précédente, le département a gagné 13700 postes, soit +1,4% (contre +0,8% au niveau régional).

Et il est à noter que l'industrie a connu sur la même période une augmentation supérieure à celle observée tous secteurs.

#### ÉVOLUTION ANNUELLE DE L'EMPLOI SALARIÉ DANS LE DÉPARTEMENT PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

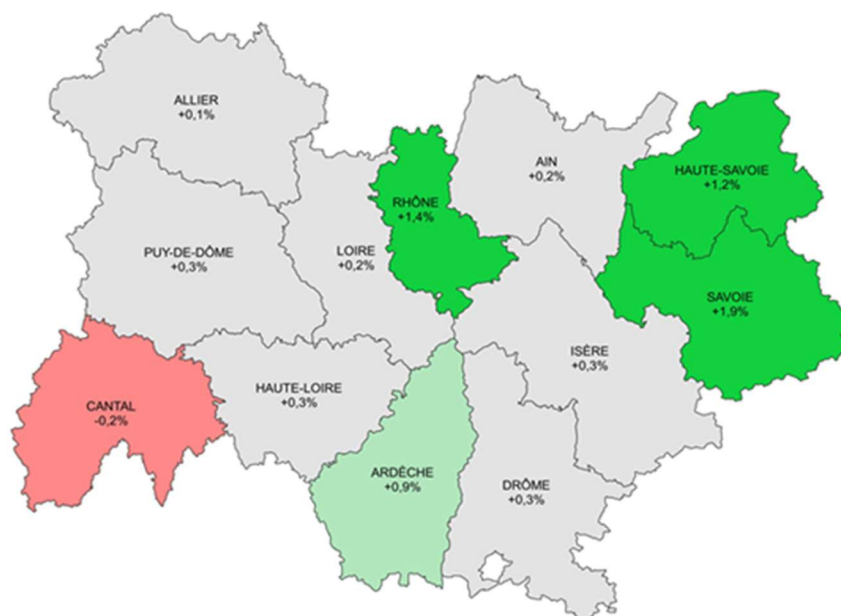
Source : Insee, estimations d'emploi, emploi salarié total (données CVS, au 3ème trimestre 2023)



Plus récemment, au cours du 3ème trimestre 2023, l'emploi salarié augmente de +0,3%, soit + 3400 postes, et s'établit à 988 102 salariés (secteur privé et public).

## ÉVOLUTION ANNUELLE DE L'EMPLOI SALARIÉ EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES PAR DÉPARTEMENT

Source : Insee, estimations d'emploi, emploi salarié total (données CVS, au 3<sup>ème</sup> trimestre 2023)



### 1.3.

## AU 4<sup>ème</sup> TRIMESTRE 2023, LES EMBAUCHES EN BAISSÉ

Au cours du 4<sup>ème</sup> trimestre 2023, 133 430 nouvelles offres d'emploi ont été diffusées par France Travail (y compris en provenance de sites partenaires), soit une baisse de -11,1% par rapport au même trimestre de l'année précédente (-6,7% au niveau régional).

75% concernent un contrat durable, CDI ou CDD de plus de 6 mois (70% au niveau régional).

88 792 embauches de plus d'un mois hors intérim ont été réalisées au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023, soit -3980 embauches de moins que l'année précédente sur la même période.

## RÉPARTITION DES EMBAUCHES DANS LE DÉPARTEMENT PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Source : Acoess, DPAE-Déclarations préalables à l'embauche de plus d'un mois hors intérim  
(Données brutes, au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023)

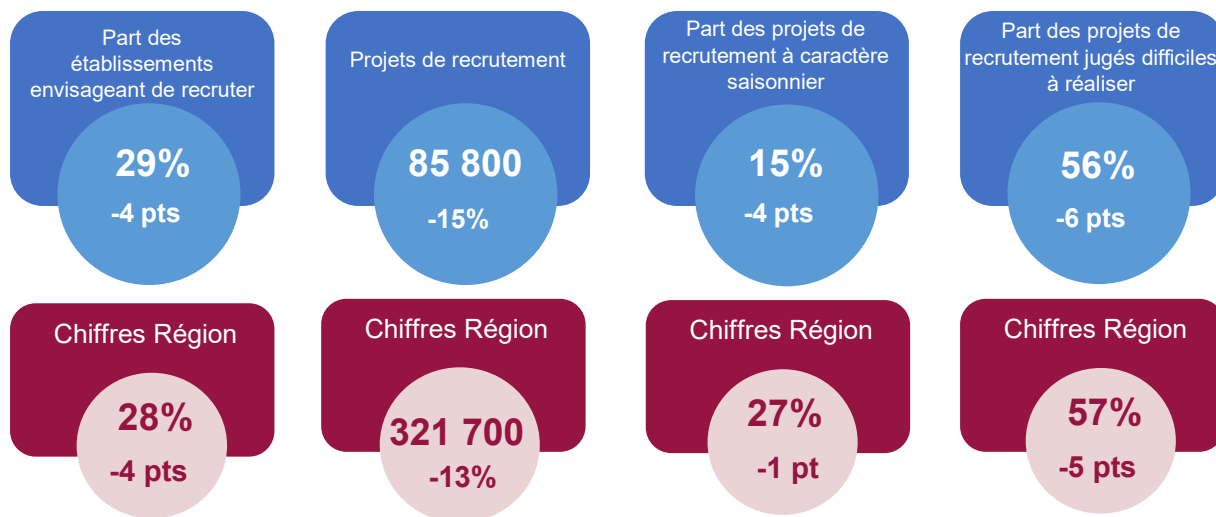
	Rhône	Répartition	pour compar, % en ARA
<b>Tous secteurs</b>	<b>88 792</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>
Hébergement et restauration	12 349	14%	22%
Commerce	12 610	14%	16%
Support aux entreprises	21 851	25%	17%
Santé et action sociale	9 291	10%	10%
Construction	4 726	5%	5%
Industrie	4 400	5%	5%
Administration publique, enseignement	5 458	6%	6%
Transports et entreposage	5 403	6%	7%
Associations et autres services personnels	3 912	4%	5%
Banque, assurance, immobilier, information, communication, informatique	6 729	8%	4%
Agriculture et industries agroalimentaires	2 062	2%	3%

## 1.4.

### DES PERSPECTIVES D'EMPLOI QUI SE MAINTIENNENT À UN NIVEAU ÉLEVÉ

L'enquête BMO (Besoins en main d'œuvre) de France Travail révèle des perspectives d'embauche en baisse pour 2024 dans le département. Les employeurs indiquent des intentions de recrutement qui s'établissent à un niveau inférieur à celui de 2023 (-15%), soit 85 800 embauches potentielles.

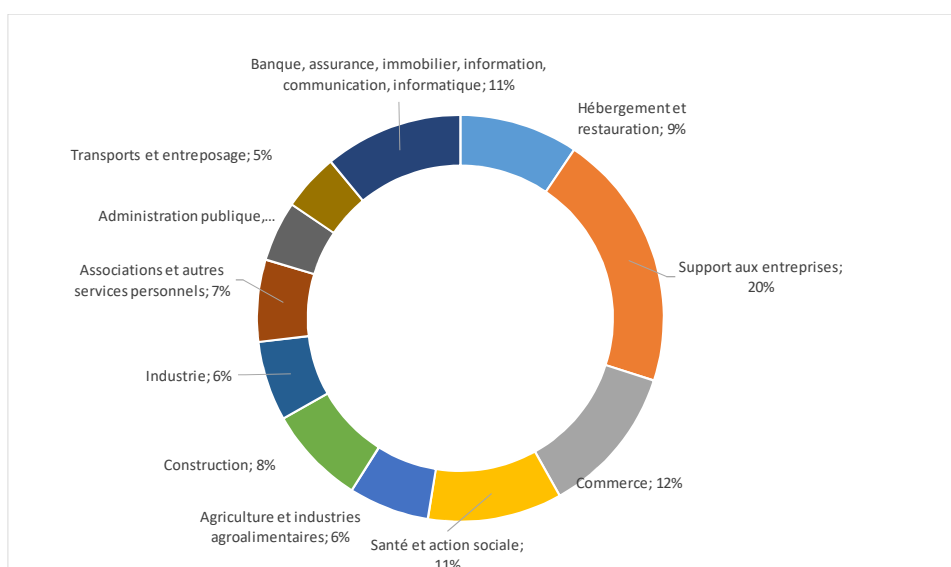
29% des établissements interrogés ont prévu de recruter en 2024.



Source : France Travail, Enquête BMO-Besoins en Main d'Œuvre, projets de recrutement (2024)

#### RÉPARTITION DES INTENTIONS D'EMBAUCHE DANS LE DÉPARTEMENT PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Source : France Travail, Enquête BMO-Besoins en Main d'Œuvre, projets de recrutement (2024)





**Pour autant, les défaillances d'entreprises sont de nouveau en hausse mais en-deçà de leur niveau d'avant crise.** Ces défaillances viennent nuancer la tendance positive des perspectives de recrutement dans certains secteurs.

Avec 1 204 procédures ouvertes en 2022 (source : Insee), le nombre de défaillances d'entreprise dans le département accuse une forte hausse de +40% par rapport à 2021, année au cours de laquelle leur nombre se situait à un niveau très faible, en raison du soutien porté aux entreprises par les pouvoirs publics. Le nombre global de procédures reste inférieur aux niveaux de 2019.

Sur la période de janv-sept.23, dans le département, on dénombre 1 209 défaillances d'entreprises (source : Insee), soit +44% par rapport à la même période de l'année précédente (contre +39% en Auvergne-Rhône-Alpes).



## LA POPULATION, LES ACTIFS ET LES DEMANDEURS D'EMPLOI

Avec presque 1.9 millions d'habitants en janvier 2020, le Rhône est le 4<sup>ème</sup> département français le plus peuplé ; il représente 23% de la population de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Lyon est la 3<sup>ème</sup> ville la plus peuplée de France.

Sa population connaît une croissance continue depuis de nombreuses années et le Rhône fait partie des territoires de la région dont la démographie est la plus dynamique, avec 40% de sa population qui a moins de 30 ans (contre 35.5% pour la région), en raison notamment de sa forte attractivité pour les étudiants et les jeunes professionnels.

Avec 6,4% de taux de chômage au 3<sup>ème</sup> trimestre 2023, le Rhône est en-dessous de la moyenne nationale de 1,0 point, mais se situe au même niveau que celui de la région. Malgré son dynamisme économique, cette situation peut s'expliquer par le fait qu'il est un territoire attractif pour de nombreuses populations, et par l'existence de territoires pauvres en son sein, qui concentrent des populations rencontrant de grandes difficultés.

**Le nombre de demandeurs d'emploi sans activité professionnelle inscrits à France Travail (catégorie A) est reparti à la hausse en 2023 après avoir reculé pendant deux ans.**

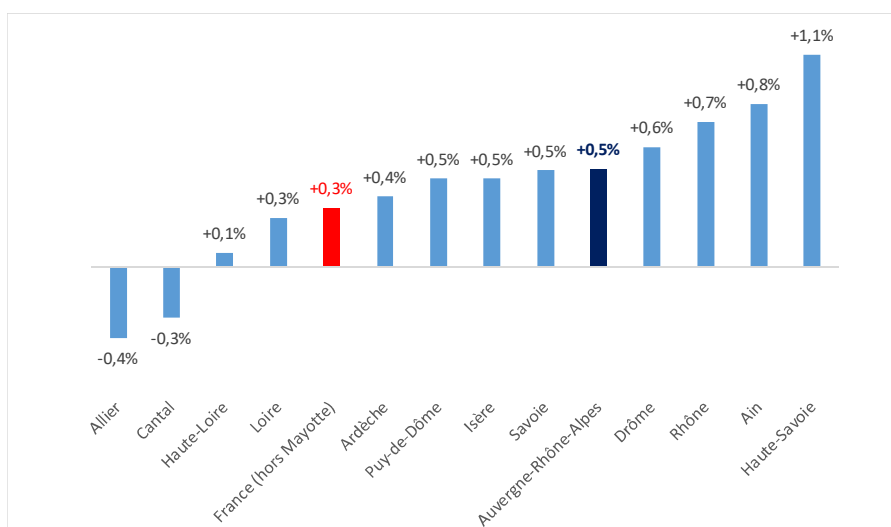
## 2.1.

# LES CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES DU DÉPARTEMENT

La croissance démographique du département se poursuit à un rythme de +0,7% par an en moyenne entre 2014 et 2020 (contre +0,5% en Auvergne-Rhône-Alpes).

### EVOLUTION ANNUELLE MOYENNE DE LA POPULATION ENTRE 2014 ET 2020

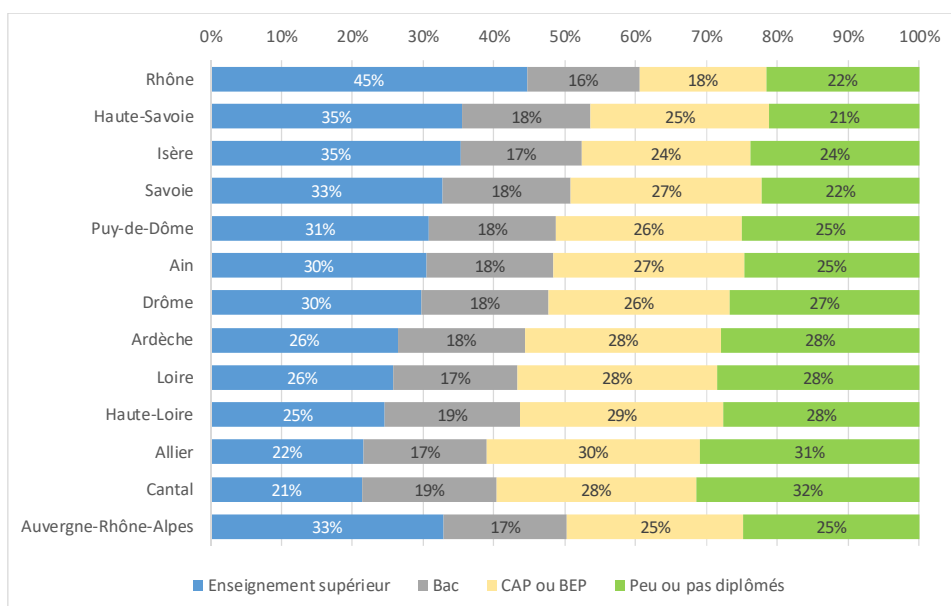
Source : Insee, Recensement de la population (2020)



60% des habitants (non-scolarisés) du département possèdent un diplôme de niveau bac ou études supérieures (50% au régional).

### DIPLÔMÉ LE PLUS ÉLEVÉ DE LA POPULATION NON SCOLARISÉE DE 15 ANS OU PLUS

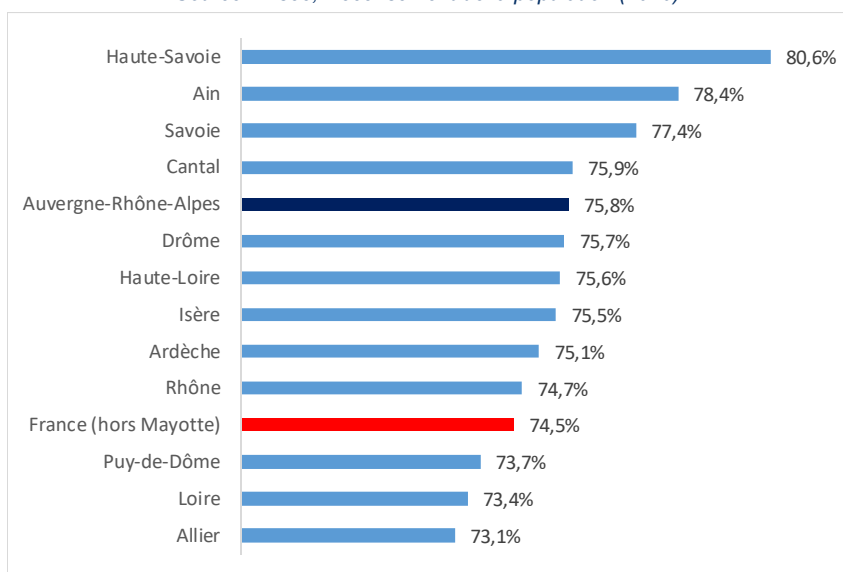
Source : Insee, Recensement de la population (2020)



Avec une population active de 903 400 personnes, la part des actifs s'établit à 74,7% de la population âgée de 15 à 64 ans dans le département (contre 75,8% en Auvergne-Rhône-Alpes).

### TAUX D'ACTIVITÉ<sup>1</sup> DE LA POPULATION DES 15 À 64 ANS PAR DÉPARTEMENT

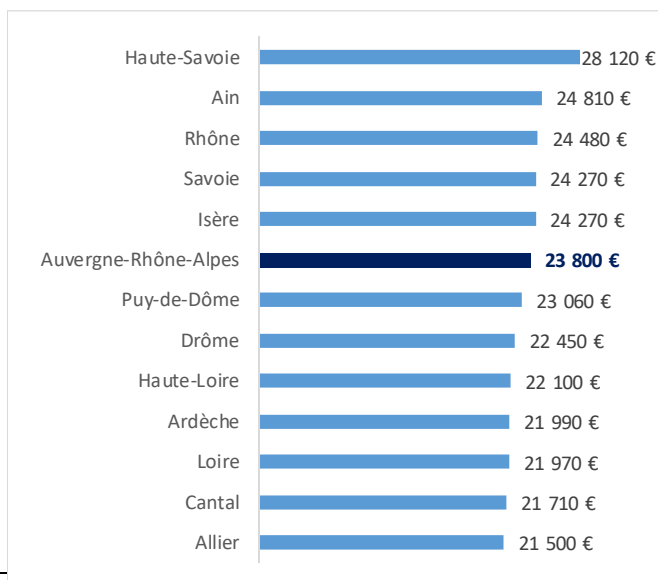
Source : Insee, Recensement de la population (2020)



Le département se caractérise par un niveau de vie médian<sup>2</sup> de 24 480 € par an (contre 23 800 € en Auvergne-Rhône-Alpes) et un taux de pauvreté<sup>3</sup> à 14,8% (contre 13,3% au niveau régional).

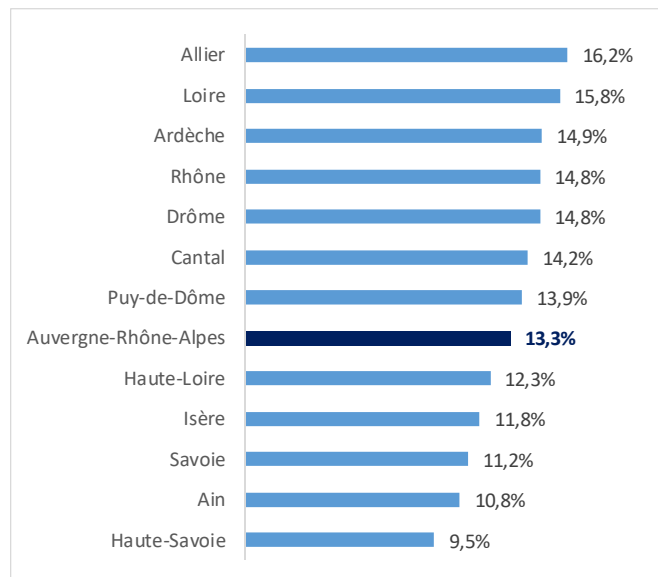
### NIVEAU DE VIE MÉDIAN DE LA POPULATION PAR DÉPARTEMENT

Source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, FiLoSoFi-Fichier localisé social et fiscal (2021)



### TAUX DE PAUVRETÉ DE LA POPULATION PAR DÉPARTEMENT

Source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, FiLoSoFi-Fichier localisé social et fiscal (2021)



<sup>1</sup> Le taux d'activité est le rapport entre le nombre d'actifs (en emploi (actifs occupés) ou au chômage) âgés de 15 à 64 ans et l'ensemble de la population âgée de 15 à 64 ans.

<sup>2</sup> Le niveau de vie correspond au revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation. Le niveau de vie est donc le même pour tous les individus d'un même ménage. Le niveau de vie médian signifie donc que la moitié de la population est sous ce niveau et l'autre moitié au-dessus.

<sup>3</sup> Le taux de pauvreté correspond à la proportion d'individus étant en situation de pauvreté monétaire. Un individu est considéré comme pauvre lorsqu'il vit dans un ménage dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté (en France et en Europe, le seuil est le plus souvent fixé à 60 % du niveau de vie médian)

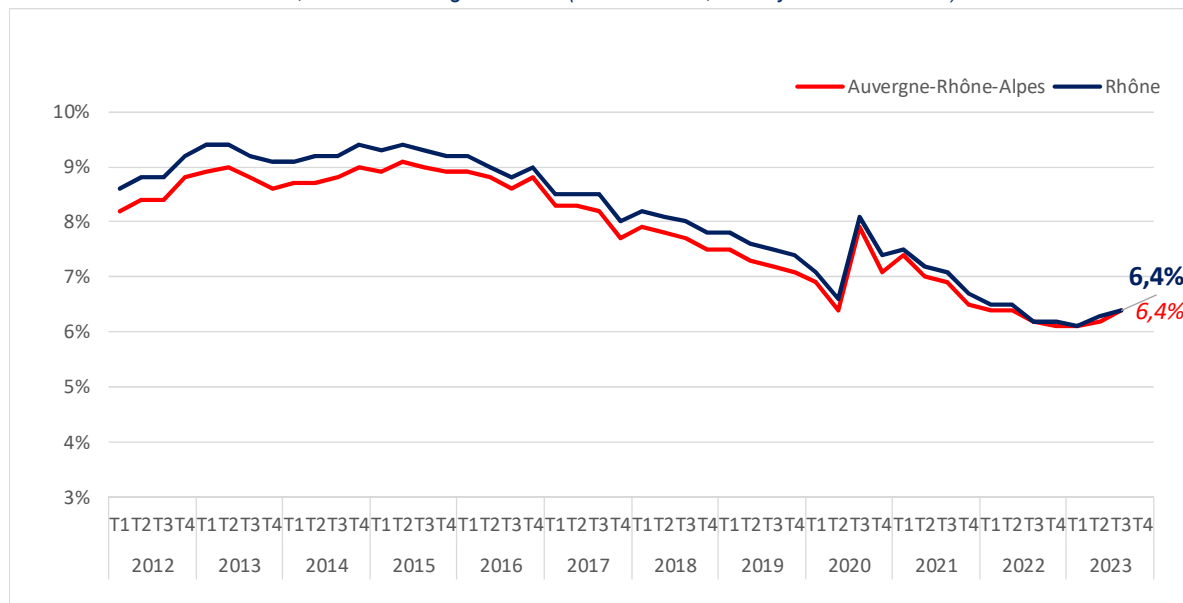
## 2.2.

### UN TAUX DE CHÔMAGE EN HAUSSE

Dans le département, le taux de chômage a augmenté de 0,1 point au 3ème trimestre 2023 et s'est établi à 6,4% de la population active (contre 6,4% en Auvergne-Rhône-Alpes). Sur une année, il est en hausse de 0,2 point.

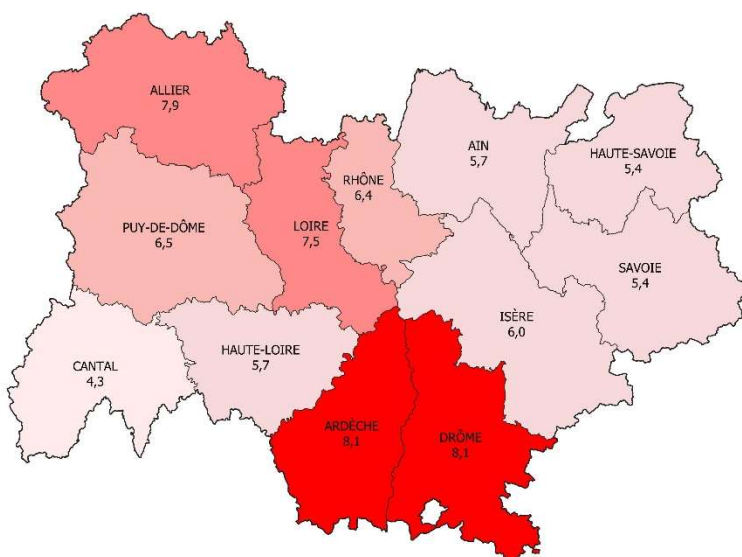
#### ÉVOLUTION DU TAUX DE CHÔMAGE DANS LE DÉPARTEMENT DEPUIS 2012

Source : Insee, taux de chômage localisés (données CVS, en moyenne trimestrielle)



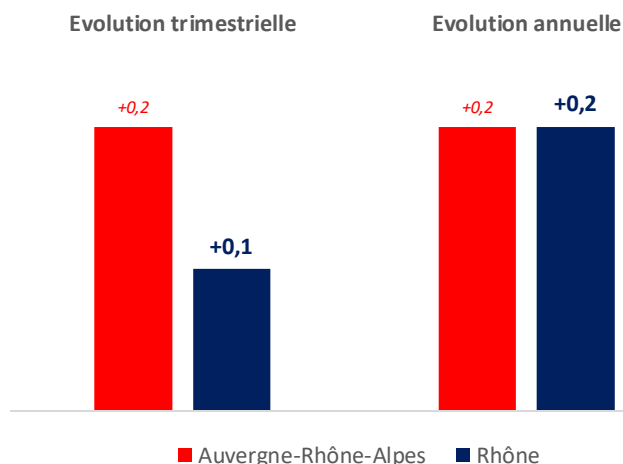
#### TAUX DE CHÔMAGE PAR DÉPARTEMENT

Source : Insee, taux de chômage localisés (données CVS, au 3ème trimestre 2023)



#### ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE ET ANNUELLE DU TAUX DE CHÔMAGE

Source : Insee, taux de chômage localisés (données CVS, au 3ème trimestre 2023)



## 2.3.

### LES DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS À FRANCE TRAVAIL

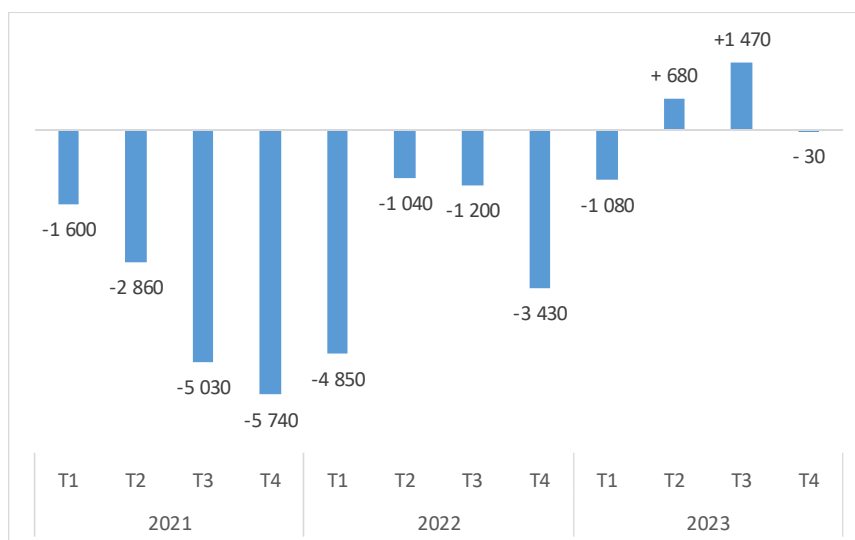
Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit à 80 250 dans le département. En cumulant avec les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité au cours du mois (catégories ABC), on dénombre 145 420 demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

**Le nombre d'inscrits en catégorie A en baisse mais supérieur à son niveau d'il y a un an.**

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A dans le département est orienté à la baisse au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023: -30 par rapport au trimestre précédent, soit -0,1% (contre +0,2% en région).

#### ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI SANS ACTIVITÉ (CAT. A) DANS LE DÉPARTEMENT DEPUIS 2021

Source : France Travail, statistique du marché du travail, demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois<sup>1</sup> à France Travail en catégorie A (données CVS, en moyenne trimestrielle)



Le nombre d'inscrits en catégorie A est supérieur à son niveau d'il y a un an : ainsi l'évolution annuelle est de +1,3% dans le département (contre +1,1% en région).

<sup>1</sup> Les demandeurs d'emploi en fin de mois sont les personnes inscrites à France Travail et ayant une demande en cours au dernier jour du mois observé. L'inscription sur les listes de France Travail résulte d'une démarche administrative.

Conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la Dares et France Travail présentent à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail en fonction des catégories suivantes :

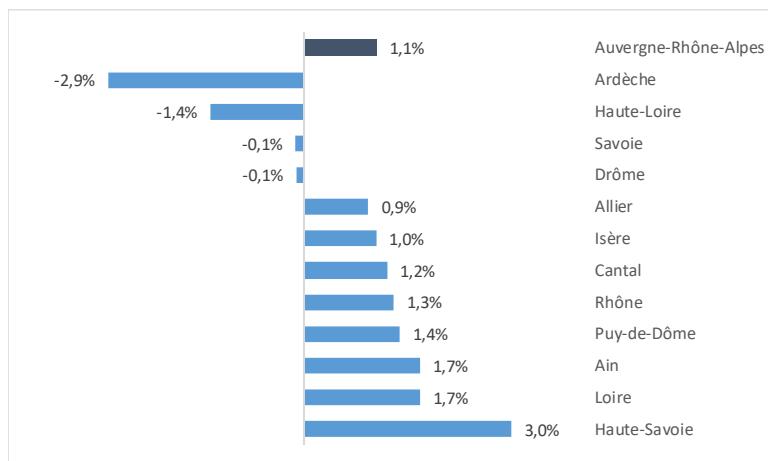
- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

Les demandeurs d'emploi dont le nombre a le plus baissé sur 1 an sont qui étaient sans activité depuis plus d'un an. On peut y voir sans doute quelques effets de l'action menée depuis 2 ans à destination des demandeurs d'emploi de longue durée, qui s'est traduite par la mise en place de pack de remobilisation.

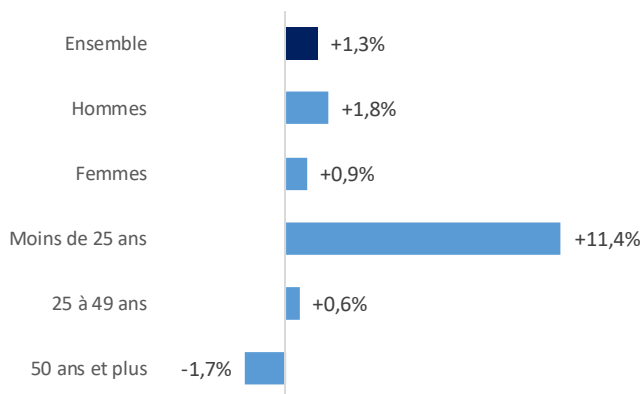
Le retour à une hausse du nombre de demandeurs d'emplois sur le département observée aux deuxième et troisième trimestres 2023 est à mettre en lien avec la baisse des embauches constatée sur la même période ainsi que celle du nombre d'offres d'emploi et la hausse des défaillances d'entreprises, même si de nombreux employeurs continuent de vouloir recruter.

### ÉVOLUTION ANNUELLE DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI SANS ACTIVITÉ (CAT. A) PAR DÉPARTEMENT

Source : France Travail, statistique du marché du travail, demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à France Travail en catégorie A (données CVS, en moyenne trimestrielle, 4ème trimestre 2023)



#### Rhône

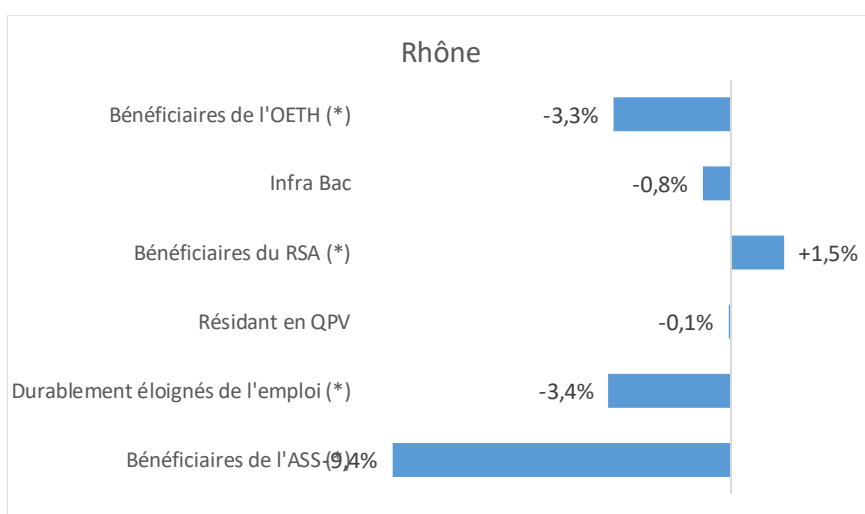


### ÉVOLUTION ANNUELLE DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI SANS ACTIVITÉ (CAT. A) DANS LE DÉPARTEMENT PAR SEXE ET AGE

Source : France Travail, statistique du marché du travail, demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à France Travail en catégorie A (données CVS, en moyenne trimestrielle, 4ème trimestre 2023)

### ÉVOLUTION ANNUELLE DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI SANS ACTIVITÉ (CAT. A) DANS LE DÉPARTEMENT PAR PUBLIC SPÉCIFIQUE

Source : France Travail, statistique du marché du travail, demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à France Travail en catégorie A (données brutes, à fin décembre 2023)



<sup>1</sup> Bénéficiaires de l'OETH : bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi des Travailleurs Handicapés

<sup>2</sup> Bénéficiaires du RSA : ayant un droit ouvert au Revenu de Solidarité Active

<sup>3</sup> Durablement éloigné de l'emploi : inscrits à France Travail au moins 12 mois en catégorie A au cours des 15 derniers mois

<sup>4</sup> Bénéficiaires de l'ASS : bénéficiaires indemnisables au titre de l'Allocation Spécifique de Solidarité

## L'indemnisation des demandeurs d'emploi

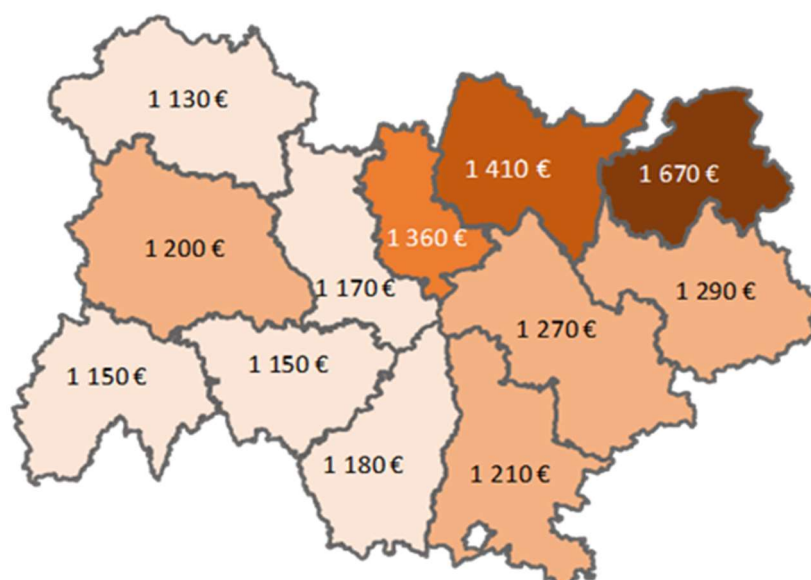
A fin septembre 2023, France Travail comptabilise 87 300 demandeurs d'emploi indemnisés dans le département.

Ainsi, 52% des demandeurs d'emploi (toutes catégories) sont indemnisés, dont 73 140 au titre de l'Allocation d'aide au Retour à l'Emploi (ARE)<sup>1</sup> et 5 190 au titre de l'Allocation de Solidarité Spécifique (ASS)<sup>2</sup>.

Le montant mensuel brut moyen du droit d'allocation chômage<sup>3</sup> est de 1 360 € (1 310 € au niveau régional).

## MONTANT MENSUEL MOYEN DU DROIT D'ALLOCATION CHÔMAGE

Source : France Travail, montant mensuel moyen de l'allocation versée aux demandeurs d'emploi indemnisés au titre de l'Assurance Chômage, hors État et autres (brut, à fin mars 2023)



France Travail a versé 1 281 millions d'euros d'allocations et d'aides en 2022 dans le département, dont 959 millions d'euros pour l'Allocation de Retour à l'Emploi (ARE) .

France Travail agit également en faveur de la création d'entreprise, notamment via l'Aide à la reprise ou création d'entreprise (ARCE). Cette aide est versée sous condition aux porteurs de projet qui choisissent de recevoir une somme globale au lieu du maintien partiel de leur allocation.

<sup>1</sup> L'allocation d'aide au Retour à l'Emploi (ARE) est un revenu de remplacement versé par France Travail, sous certaines conditions, aux personnes inscrites comme demandeurs d'emploi et involontairement privés d'emploi.

<sup>2</sup> L'allocation spécifique de solidarité (ASS) est une allocation qui peut, sous certaines conditions, prendre le relais de l'Allocation d'aide au Retour à l'Emploi (ARE), quand les droits à l'allocation ARE se terminent.

<sup>3</sup> Le montant mensuel moyen du droit d'allocation chômage correspond au taux d'indemnisation journalier versé aux demandeurs d'emploi indemnisés en fin de mois, rapporté à un mois de 30 jours. Le fait que certains jours du mois peuvent ne pas être payés du fait de l'exercice d'une activité réduite ou d'un arrêt maladie, par exemple, ou parce que certains demandeurs d'emploi sont entrés en cours de mois, n'est pas pris en compte dans ce calcul.





## « CARTE D'IDENTITÉ » DU DEMANDEUR D'EMPLOI DU DÉPARTEMENT (INSCRIT EN CATÉGORIE A)



- 13%** ont moins de 25 ans (contre 14% au niveau régional)
- 24%** ont plus de 50 ans (contre 27% au régional)
- 49%** des inscrits sont des femmes (contre 49% au régional)



- 47%** sont de niveau infra-Bac (contre 54% au régional)
- 16%** sont cadres (contre 10% au régional)



- 53%** déclarent accepter une mobilité géographique de plus de 30 km (contre 38% au régional)
- 29%** ne possèdent pas le permis de conduire (contre 24% au régional)



- 25%** ont des droits ouverts au RSA (contre 22% au régional),
- 17%** inscrits suite à une fin de CDD (contre 19% au régional)
- 34%** sont inscrits en continu depuis plus d'un an en catégories A, B, C (contre 35% au régional).

# ZOOM SUR LES PROFILS



## **Les jeunes (moins de 25 ans)**

Ils représentent 13% de la demande d'emploi du département (contre 14% au niveau régional). Le nombre de jeunes inscrits à France Travail est en hausse de +11,4% sur un an (contre 7,6% au niveau régional).

## **Les séniors (plus de 50 ans)**

Ils représentent 24% de la demande d'emploi du département (contre 27% au niveau régional). Leur nombre est en baisse de -1,7% sur un an (contre -1,9% au niveau régional). C'est un public avec une part importante de bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi des Travailleurs Handicapés (OETH) et plus souvent durablement éloignés de l'emploi.

## **Les demandeurs d'emploi de longue durée (DELD)<sup>1</sup>**

Ils représentent 30% de la demande d'emploi du département (contre 29% au niveau régional). Le nombre de demandeurs d'emploi durablement éloigné de l'emploi est en baisse de -3,4% sur un an (contre -3,4% au niveau régional). C'est un public plus âgé et moins diplômé que la moyenne, avec une part importante de bénéficiaires du RSA ou de l'Obligation d'Emploi des Travailleurs Handicapés.

## **Les demandeurs d'emploi des QPV (Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville)**

Ils représentent 16% de la demande d'emploi du département (contre 10% au niveau régional). Le nombre d'inscrits à France Travail est en baisse de -0,1% sur un an (contre 0,9% au niveau régional).

## **Les demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi des Travailleurs Handicapés**

Ils représentent 9% de la demande d'emploi départementale (contre 11% au niveau régional). Le nombre de demandeurs d'emploi bénéficiant d'une reconnaissance de handicap est en baisse de -3,3% sur un an (contre -3,9% au niveau régional). C'est un public plus âgé et moins diplômé que la moyenne et qui accède moins souvent à l'emploi (au niveau régional, 26% d'entre eux accèdent à un emploi dans les 6 mois qui suivent leur inscription, contre 46% parmi l'ensemble des demandeurs d'emploi).

## **Les Bénéficiaires du RSA (droit ouvert)**

Ils représentent 25% de la demande d'emploi du département (contre 22% au niveau régional). Le nombre de bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail est en hausse de +1,5% sur un an (contre 1,3% au niveau régional). C'est un public plus souvent éloigné durablement de l'emploi.

<sup>1</sup> inscrits au moins 12 mois en catégorie A au cours des 15 derniers mois.

## Retour à l'emploi et mobilité professionnelle des demandeurs d'emploi

126 000 retours à l'emploi sur des contrats de plus d'un mois ont été enregistrés pour des demandeurs d'emploi inscrits dans le département en 2022.

Au niveau départemental, 46% des demandeurs d'emploi retrouvent un emploi dans les 6 mois qui suivent leur inscription (contre 48% au niveau régional). Cependant, ce taux varie fortement avec l'âge, la qualification, les caractéristiques des publics :

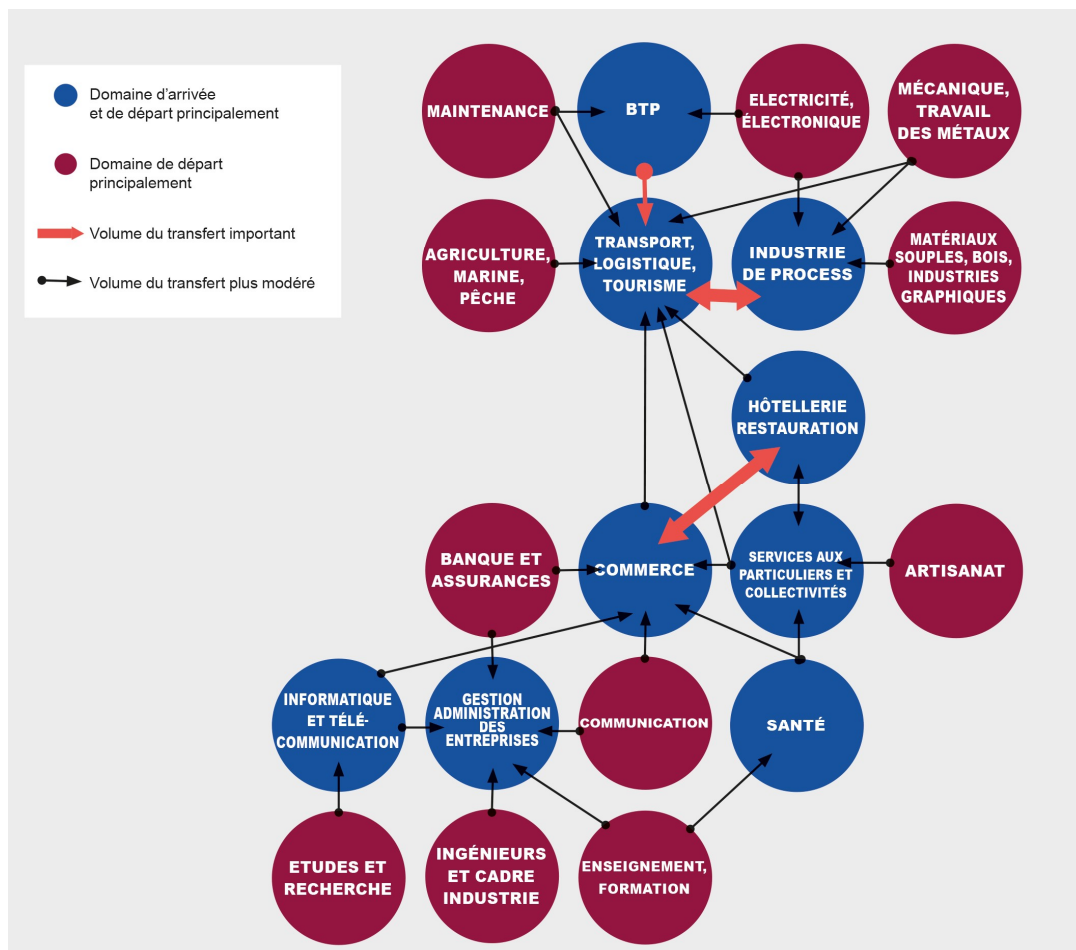
- de 38% pour les seniors à 54% pour les moins de 25 ans ;
- de 40% pour les manœuvres ou ouvriers non-qualifiés à 52% pour les cadres ;
- 41% pour les résidents des Quartiers Prioritaires de la politique de la Ville (QPV) ;
- 26% pour les travailleurs en situation de handicap.

La moitié des reprises d'emploi se font dans un domaine différent de celui initialement recherché par les candidats. Il existe notamment des mobilités importantes entre l'industrie et le transport, entre l'hôtellerie-restauration et le commerce.

En Auvergne-Rhône-Alpes, 28% des demandeurs d'emploi inscrits à France Travail (à fin mars 2022) expriment un projet de mobilité professionnelle et sont accompagnés en ce sens. Près de la moitié d'entre eux ont bénéficié d'au-moins une formation, prestation ou immersion en milieu professionnel.

## MÉTIERS RECHERCHÉS ET MÉTIERS RETROUVÉS : PRINCIPAUX TRANSFERTS ENTRE DOMAINES PROFESSIONNELS

Source : France Travail, DSN (2019), Fichier historique des demandeurs d'emploi, poste principal retrouvé en 2019 pour les demandeurs d'emploi sortis du chômage en 2019 suite à une reprise d'emploi





## UN MARCHÉ DU TRAVAIL SOUS TENSION

Le dynamisme du département s'illustre par des besoins en recrutement élevés des entreprises. Dans le même temps, le taux d'activité du département est élevé, la main d'œuvre disponible diminue, les retours à l'emploi et les mobilités se sont accélérées augmentant de facto la tension que nous connaissons depuis plusieurs années.

Le niveau de « difficulté de recrutement » exprimé par les entreprises lors de l'enquête BMO 2024 (Besoins en main d'œuvre) se maintient à un niveau élevé avec 56% des intentions d'embauche pressenties difficiles par les recruteurs.

Ces difficultés anticipées sont particulièrement élevées dans certains secteurs :

- les métiers de support aux entreprises : ingénieurs cadres études, R&D, chefs de projet informatique ;
- la santé et l'action sociale, pour les aides-soignants, infirmiers et les aides à domicile ;
- l'hôtellerie et la restauration, pour les serveurs et employés polyvalents de cuisine.

### 3.1.

## DES TENSIONS À UN NIVEAU ÉLEVÉ

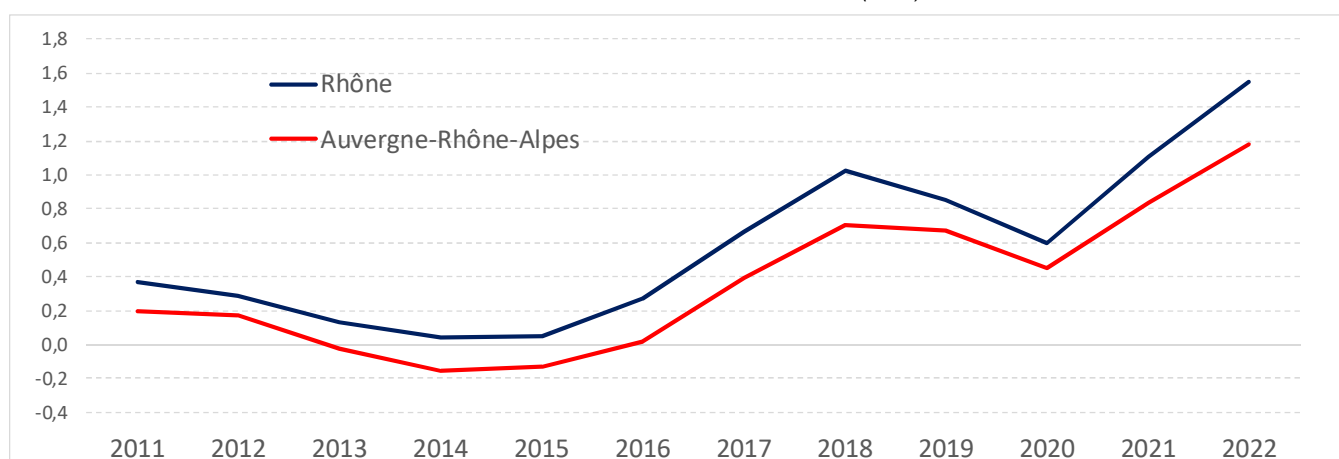
Le département suit la tendance régionale avec un niveau de tension qui s'amplifie à partir de 2016 et progresse jusqu'en 2022, à l'exception de 2020 lié à la crise sanitaire.

L'Étude statistiques sur « Les tensions<sup>1</sup> (\*) du marché du travail en Auvergne-Rhône-Alpes entre 2011 et 2022 » publiée par France Travail et la DREETS montre que les deux tiers des métiers sont à un niveau de tension très élevée.

En 2022, les tensions sont plus élevées qu'au niveau régional.

### ÉVOLUTION DES TENSIONS DANS LE DÉPARTEMENT ET LA RÉGION DEPUIS 2011

Source : France Travail - Dares, métiers en tension (2022)



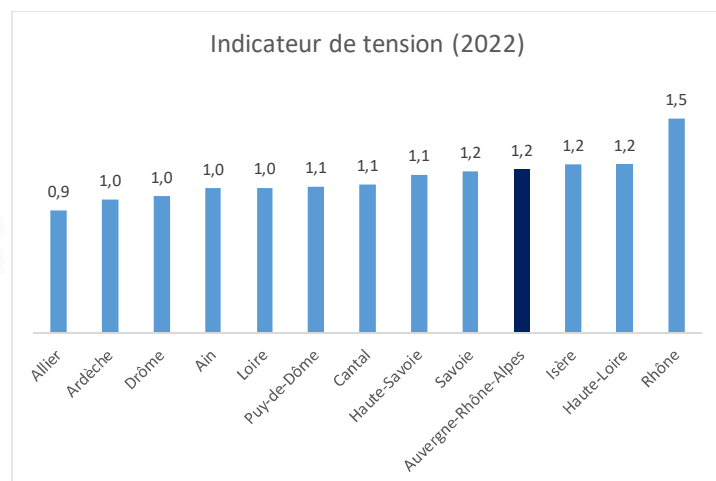
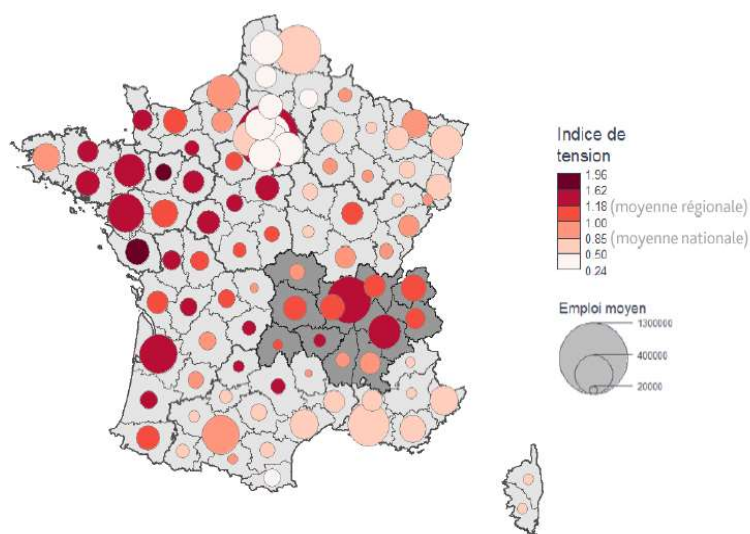
*Lecture : En 2022, l'indicateur de tension sur le marché du travail atteint 1,5 dans le département, contre 1,2 au niveau régional.*

<sup>1</sup> L'indicateur de tension, élaboré par la DARES et France Travail permet de fournir une échelle numérique de gradation des tensions par métier. Il est constitué de 3 composantes :

- pour 50%, la part des projets de recrutements anticipés comme difficiles par les employeurs ;
- pour 30%, le rapport entre le flux d'offres d'emploi en ligne, sur un champ étendu au-delà des seules offres collectées par France Travail, et le flux de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail en catégorie A (sans emploi, tenus de rechercher activement un emploi) ;
- pour 20%, le taux d'écoulement de la demande d'emploi, qui mesure le taux de sortie des listes des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (sans emploi ou en activité réduite, tenus de rechercher activement un emploi).

## TENSIONS PAR DÉPARTEMENT

Source : France Travail -Dares, métiers en tension (2022)



Lecture : En 2022, l'indicateur de tension sur le marché du travail en France métropolitaine varie de 0,24 dans les Pyrénées Orientales à 1,96 en Mayenne. En Auvergne-Rhône-Alpes, il varie de 0,9 en Ardèche à 1,5 dans le Rhône.

## 3.2.

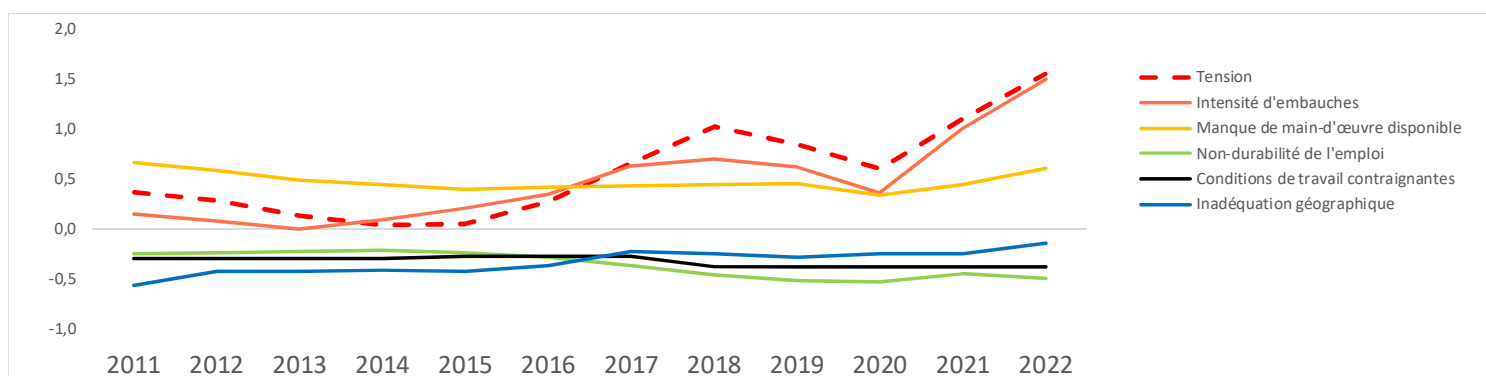
### DES TENSIONS DE NATURES DIFFÉRENTES

En complément de l'indicateur de tension, six indicateurs permettent d'éclairer les facteurs potentiels à l'origine des tensions : **l'intensité d'embauches, les conditions de travail contraignantes, la non-durabilité de l'emploi, le manque de main-d'œuvre disponible, le lien entre la spécialité de formation et le métier et l'inadéquation géographique.**

Au niveau régional, le premier facteur à l'origine des tensions de recrutement est **l'intensité d'embauches** (c'est-à-dire le rapport entre le nombre d'offres d'emploi ou de projets recrutement et l'emploi moyen sur le métier) qui génère une rotation des salariés et entraîne mécaniquement un besoin constant de recrutements. Plus les employeurs recrutent, plus ils ont à rechercher des candidats et à réitérer le processus, ce qui joue potentiellement sur les tensions.

#### ÉVOLUTION DES TENSIONS ET DE LEURS FACTEURS POTENTIELS DANS LE DÉPARTEMENT DEPUIS 2011

Source : France Travail - Dares, métiers en tension (2022)





### 3.3.

## LES MÉTIERS LES PLUS EN TENSION

Aujourd'hui, dans le Rhône, les tensions en recrutement concernent de très nombreux métiers et touchent des secteurs bien au-delà de ceux que l'on connaissait « traditionnellement » avant la crise du Covid.

Compte tenu de la nature de l'emploi dans le département, les besoins en emploi qualifié sont importants, et l'absence de candidats disposant des compétences attendues se fait sentir de manière importante dans de nombreux métiers, comme le montre le tableau ci-dessous.

### TOP 15 DES MÉTIERS LES PLUS EN TENSION DANS LE DÉPARTEMENT

Source : France Travail - Dares, métiers en tension (2022)

Rang	Écart avec rang régional	ROME	Libellé métier	Domaine professionnel	Emploi moyen	Tension	Indicateurs d'éclairage des causes potentielles de la tension					
							Intensité d'embauches	Lien formation-emploi	Manque de main-d'œuvre disponible	Non-durabilité de l'emploi	Conditions de travail contraignantes	Inadéquation géographique
1	+8	H1203	Conception et dessin produits mécaniques	Industrie	1 699	5,3	5	5	5	1	1	4
2	+1	H1101	Assistance et support technique client	Industrie	1 109	4,9	5	5	5	1	1	5
3	+9	I1304	Installation et maintenance d'équipements industriels et d'exploitation	Installation et Maintenance	3 293	4,3	5	5	5	1	2	3
4	-2	M1202	Audit et contrôle comptables et financiers	Support à l'entreprise	6 893	4,1	5	5	5	1	1	5
5	+10	H1506	Technicien qualité en mécanique et travail des métaux	Industrie	5 252	4,0	5	1	5	2	2	4
6	-1	M1802	Conseil et maîtrise d'ouvrage en systèmes d'information	Support à l'entreprise	2 357	3,8	5	5	5	1	1	4
7	+3	F1106	Ingénierie et études du BTP	Construction, Bâtiment et Travaux publics	6 691	3,4	5	5	5	1	2	4
8	+19	F1202	Direction de chantier du BTP	Construction, Bâtiment et Travaux publics	1 874	3,1	5	5	5	1	3	4
9	+9	H1402	Management et ingénierie méthodes et industrialisation	Industrie	1 425	3,1	5	5	5	1	1	4
10	+304	D1502	Chef de rayon produits alimentaires	Commerce, Vente et Grande distribution	3 842	3,1	5	3	5	1	3	5
11	+14	M1806	Expertise et support technique en systèmes d'information	Support à l'entreprise	2 899	2,9	5	5	5	1	1	2
12	+113	M1804	Études et développement de réseaux de télécoms	Support à l'entreprise	1 167	2,9	5	5	5	1	2	5
13	+33	I1305	Installation et maintenance électronique	Installation et Maintenance	559	2,7	5	5	4	1	2	3
14	+0	H2905	Conduite d'équipement de formage et découpage des matériaux	Industrie	362	2,7	5	5	4	3	5	5
15	+45	D1407	Technico-commercial	Commerce, Vente et Grande distribution	10 298	2,7	5	5	5	1	1	3

Note : Le domaine professionnel correspondant au métier (FAP225) est restitué selon la FAP22. Les six indicateurs complémentaires sont présentés dans une échelle allant de 1-tendant à réduire le niveau de tensions (en vert foncé) à 5-tendant à un fort niveau de tensions (en rouge).



# 4.

## DES INITIATIVES POUR RÉDUIRE LES TENSIONS DE RECRUTEMENT

Dans le Rhône, les perspectives de recrutement sont importantes. Et, dans la quasi-totalité des secteurs, les employeurs rencontrent de plus en plus de difficultés dans leur processus de recrutement. L'industrie, le BTP, l'informatique et les télécommunications, la santé et l'aide à la personne, le transport, l'hôtellerie-restauration sont plus particulièrement impactés.

Ces tensions restent associées aux besoins croissants des employeurs, alors même que la main d'œuvre et les compétences disponibles diminuent, créant un déséquilibre du marché du travail.

Dans ce contexte, sous l'impulsion de l'Etat (Plan d'Investissement dans les Compétences, plan de réduction des tensions), l'ensemble des acteurs de l'emploi dont France Travail renforcent leurs actions sur les territoires. Concrètement, il s'agit d'orienter les demandeurs d'emploi vers les métiers porteurs, d'accompagner leur développement de compétences en mobilisant les dispositifs de formation, de lever leurs freins périphériques au retour à l'emploi, et d'inciter et soutenir les entreprises dans des démarches de recrutements inclusifs.

## 4.1.

### ORIENTER VERS LES SECTEURS ET MÉTIERS EN TENSION ET RECRUTER AUTREMENT

Comme vu précédemment, en lien avec les mutations du marché du travail, qu'ils soient débutants ou plus expérimentés, les demandeurs d'emploi sont nombreux à se reconverter. La moitié de leurs reprises d'emploi se fait dans un domaine professionnel différent de leur domaine d'origine.

Changer de métier, de secteur ou se former, passe bien souvent par une meilleure connaissance du marché du travail et l'identification de ses savoir-faire et savoir-être. Pour cela, plusieurs outils existent et sont mobilisés pour susciter des vocations, détecter les aptitudes, sécuriser les parcours.

Dans l'objectif d'inciter les demandeurs d'emploi à intégrer les filières en tension, **les ateliers sectoriels de détection de potentiel** se concentrent sur les potentiels et les aptitudes. Ils visent également à susciter des vocations et à sécuriser les parcours de formation dans les secteurs qui rencontrent le plus de difficultés à recruter. Les ateliers de détection de potentiel ont également l'avantage de permettre aux professionnels du secteur de valoriser leur activité et leurs métiers. Ces séances sont particulièrement adaptées à un public éloigné de l'emploi, non diplômé et non expérimenté, comme les demandeurs d'emploi de longue durée et les jeunes.

Il existe des ateliers dans **11 secteurs** : agriculture, construction, commerce, hôtellerie-restauration, industrie, nucléaire, numérique, santé, sécurité, services à la personne, transport logistique.



L'immersion professionnelle comme les ateliers sectoriels, favorise la découverte des secteurs et métiers en tension. Dans le but de confirmer un projet professionnel ou permettre aux entreprises d'initier une démarche de recrutement, l'immersion professionnelle ou **Période de Mise en Situation Professionnelle (PMSMP)** est une période courte et non rémunérée en entreprise, de moins d'un mois en général. Elle permet à l'entreprise d'accueillir un demandeur d'emploi ou toute personne en parcours d'insertion pour lui permettre de se confronter à une situation réelle de travail.

Avec la plateforme « **Immersion Facilitée** » les démarches administratives et la relation candidat-entreprises sont simplifiées. Cet outil a été initié par le ministère délégué à l'Insertion, la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle, le Haut-Commissariat à l'engagement des entreprises et France Travail. Après une phase de lancement et de montée en charge (2022), en 2023, dans le département, 1 383 entreprises ont souhaité être accueillantes, 2 614 terrains d'immersion ont été proposés, 18 852 mises en relation ont été réalisées, 4 345 demandes d'immersion ont été initiées, 3 114 demandes d'immersion ont été validées. (Source : [immersion-facile.beta.gouv.fr/stats](https://immersion-facile.beta.gouv.fr/stats) - cumul 2023)

Au-delà de l'orientation des demandeurs d'emploi vers les métiers en tension, il s'agit également d'accompagner les entreprises à rencontrer des profils de candidats différents. A l'instar de ce que propose **La Méthode de Recrutement par Simulation (MRS)**. Cette méthode est fondée sur le repérage des habilités à tenir un poste malgré l'absence de diplôme et d'expérience dans le métier ciblé. Concrètement, elle repose sur une séance d'évaluation au cours de laquelle les candidats effectuent des exercices de mise en situation spécifiquement conçus avec les recruteurs. En 2023, dans le département, 1 721 demandeurs d'emploi ont été évalués, 1 063 ont été sélectionnés, 468 embauchés (Source : France Travail).



De la même manière, des initiatives nouvelles permettent aux employeurs de recruter autrement. Du « **Stade Vers l'Emploi** » en fait partie. C'est une opération mise en place en partenariat avec les Fédérations Françaises d'Athlétisme, de Basket, de Rugby, de Badminton, de Tennis de Table, de Boxe, de Football, de Handball, de Taekwondo, de Tennis, de Volley, la Fédération Sportive et Culturelle de France, l'UFOLEP et le Comité d'Organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024. Elle consiste à proposer aux demandeurs d'emploi et aux employeurs qui le souhaitent d'enfiler leurs baskets plutôt qu'un costume pour passer un entretien d'embauche. Sans savoir qui est qui, candidats et recruteurs se retrouvent pour disputer des épreuves sportives adaptées.

Ces rencontres permettent de tester de nouvelles formes de recrutement sans CV, en valorisant les compétences liées à la pratique sportive et transférables dans le monde professionnel (l'esprit d'équipe, la persévérance, la réactivité ou encore la communication, la capacité à être force de proposition...). Ce concept bouscule le format traditionnel d'entretiens RH, avec des résultats concluants.

En 2023, 10 Stades Vers l'Emploi ont eu lieu dans le département. 549 demandeurs d'emploi étaient présents aux côtés de 118 entreprises.



## 4.2.

### LA FORMATION POUR RÉPONDRE AUX TENSIONS DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Les tensions du marché du travail s'expliquent en partie par le manque de qualification des candidats. Aussi, la formation est un levier puissant pour développer les compétences attendues par les entreprises et plus encore lorsqu'elle se déroule chez l'employeur préalablement au recrutement.

Depuis 2019, en Auvergne-Rhône-Alpes, l'État et France Travail portent le Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC), initialement prévu jusqu'en 2022, il a été prolongé sur l'année 2023.

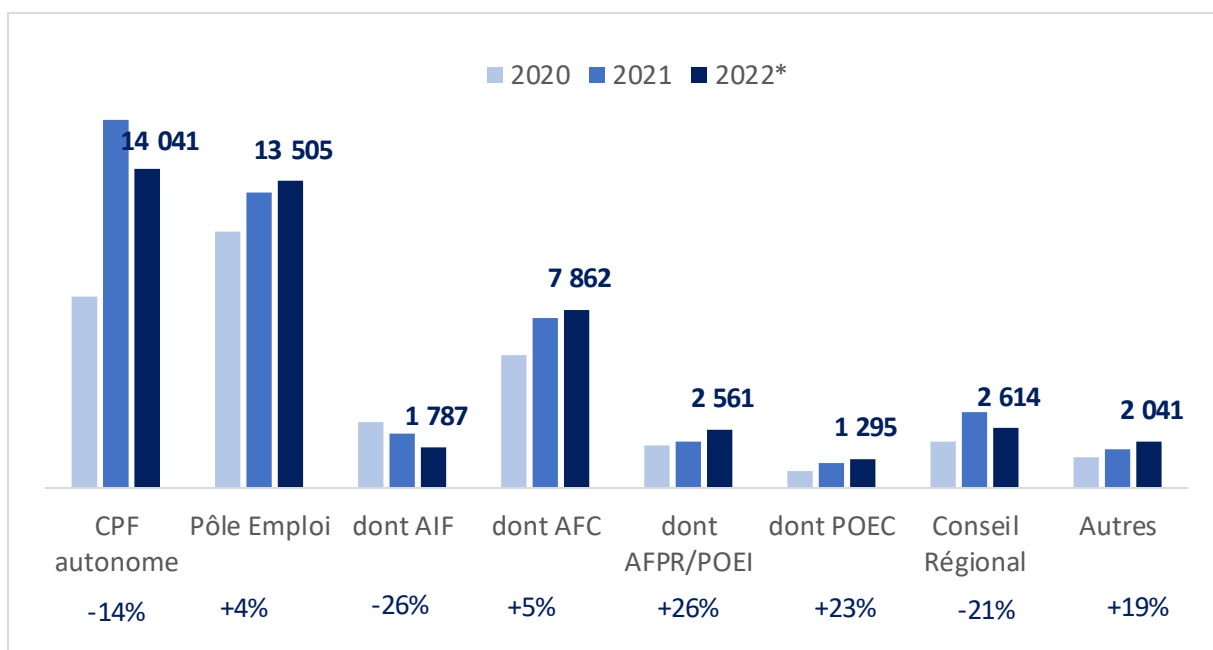
Il a pour objectif de former les publics fragilisés et éloignés de l'emploi, diagnostiquer les besoins des entreprises et de participer à la modernisation de l'appareil de formation. Avec plus de 122 000 personnes formées sur cette période, le Plan d'Investissement dans les Compétences (2019-2023) a permis de doubler le nombre de formations mobilisées par France Travail dans la région.

Dans le département, 34 242 entrées en formation, tous publics inscrits à France Travail, tous financeurs (source : DARES) ont eu lieu en 2022. Certaines formations ont pour objectif de former les demandeurs d'emploi avant une embauche afin d'acquérir les compétences nécessaires pour occuper l'emploi :

- +26% pour les Actions de Formations Préalables au Recrutement (AFPR) ou Préparations Opérationnelles à l'Emploi Individuelles (POEI), soit un total de 2 561 entrées en formation
- +23% pour les Préparations Opérationnelles à l'Emploi Collectives (POEC), soit 1 295 entrées en formation.

#### ENTREES EN FORMATION DES DEMANDEURS D'EMPLOI DANS LE DÉPARTEMENT DEPUIS 2020 PAR FINANCEUR /TYPE DE FORMATION ET EVOLUTION ANNUELLE ENTRE 2021 ET 2022

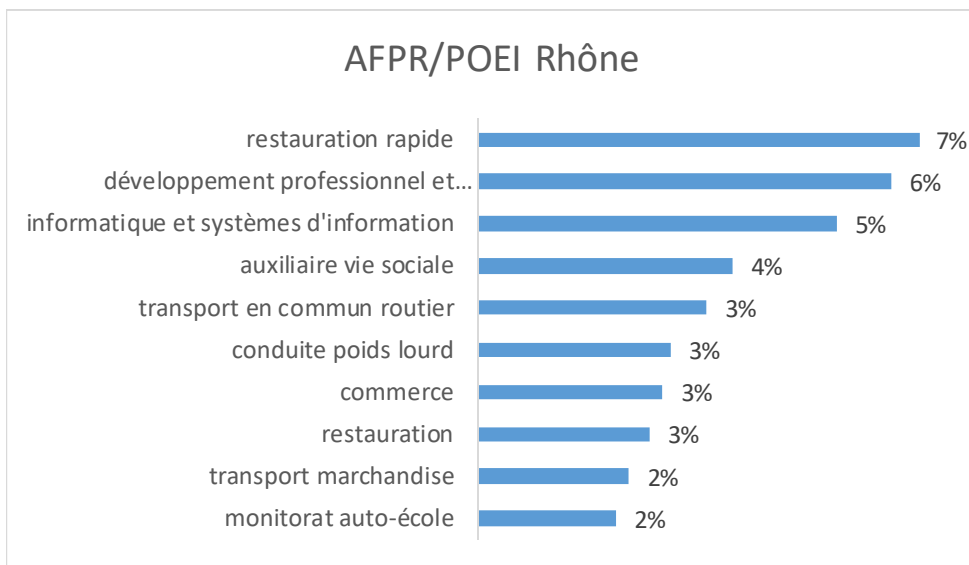
Source : Dares-Traitement DREETS ARA SESE, base BREST, formation des personnes en recherche d'emploi inscrites à France Travail, rémunérées ou bénéficiaires d'une protection sociale au titre de la formation (2022)



Avec les Actions de Formations Préalables au Recrutement (AFPR) ou Préparations Opérationnelles à l'Emploi Individuelles (POEI), les demandeurs d'emploi se sont notamment formés dans « restauration rapide » et « développement professionnel et personnel ».

**PRINCIPALES FORMATIONS AFPR/POEI SUIVIES PAR LES DEMANDEURS D'EMPLOI DANS LE DÉPARTEMENT**

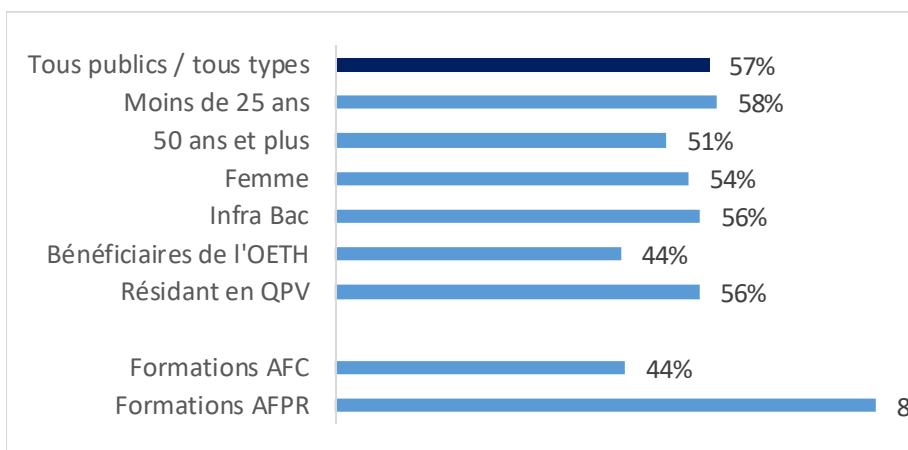
Source : France Travail, attestation d'entrée en stage des demandeurs d'emploi (2022)



Le taux d'accès à l'emploi des sortants de formation<sup>1</sup> (cumul de juin 2022 à mai 2023) est de 57% (contre 60% au niveau régional).

**TAUX D'ACCÈS À UN EMPLOI D'UN MOIS OU PLUS, AU COURS DES SIX MOIS QUI SUIVENT LA FIN D'UNE FORMATION PAR PUBLIC ET TYPE DE FORMATION**

Source : France Travail, sortants de formation hors formations ayant un objectif de « remise à niveau, savoirs de base » (juin 2022 à mai 2023)



Ce taux d'accès à l'emploi est particulièrement élevé suite à une Action de Formation Préalable au Recrutement (AFPR) (83%). Il est moins élevé pour les Actions de Formation Conventionnée (AFC) (48%), formations collectives qui visent à développer les compétences des demandeurs d'emploi inscrits, en particulier ceux de faible niveau de qualification et/ou en reconversion, pour répondre aux besoins de recrutement des entreprises.

<sup>1</sup> Accédant à un emploi d'un mois ou plus au cours des six mois qui suivent la fin d'une formation.

# ZOOM SUR

## Aider les employeurs à former avant l'embauche

L'Action de Formation Préalable au Recrutement (AFPR) et la Préparation Opérationnelle à l'Emploi Individuelle (POEI) sont deux dispositifs d'aide aux employeurs, qui ont pour objectif de former les demandeurs d'emploi avant une embauche afin qu'ils puissent acquérir les compétences nécessaires pour occuper l'emploi proposé. Au 1er avril 2024, les 2 dispositifs fusionnent et la POE perdure avec un périmètre élargi.



## Apprendre en faisant

L'Action de Formation En Situation de Travail (AFEST) est une modalité pédagogique qui s'appuie sur le concept « d'apprendre en faisant » directement sur le lieu de travail. Elle cible des compétences précises et prédéfinies qui sont analysées et transformées en apprentissage, avec une alternance de mises en situation et de phases réflexives encadrées par un tuteur.







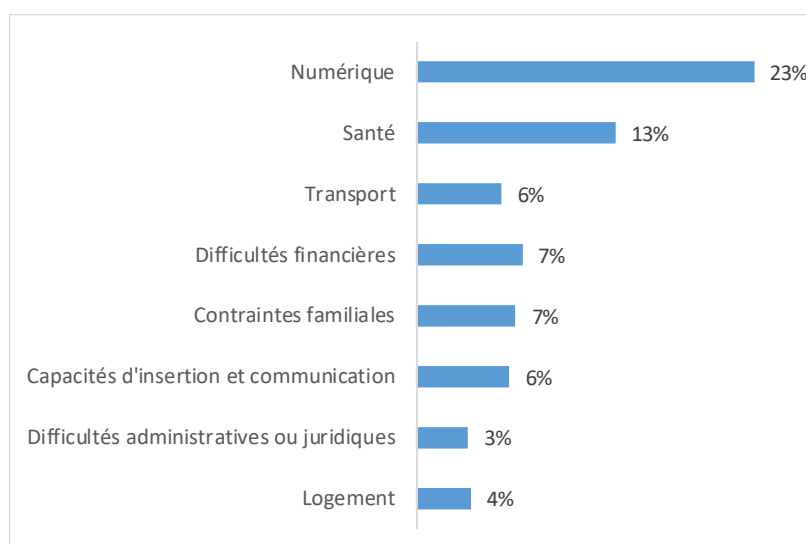
### 4.3. DES ACTIONS POUR LEVER LES FREINS AU RETOUR À L'EMPLOI

Pour réduire les tensions de recrutement, une autre réponse est d'aller vers les publics qui rencontrent des problématiques d'ordre personnelles impactant leur retour à l'emploi ou entrée en formation.

En effet, 40% des demandeurs d'emploi (catégorie A) déclarent au moins un frein au retour à l'emploi dans le département (contre 42% en région) : problème familial ou de santé, difficulté d'accès aux outils digitaux, enjeu de logement ou de mobilité, etc. Le travail partenarial, concomitant à la recherche d'emploi vise à construire des solutions communes pour lever ces freins en vue d'accélérer le retour à l'emploi.

#### PART DES DEMANDEURS D'EMPLOI DÉCLARANT DES FREINS SOCIAUX À L'EMPLOI DANS LE DÉPARTEMENT, SELON LE TYPE DE FREINS DÉCLARÉS

Source : France Travail, statistique du marché du travail, demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à France Travail en catégorie A (données brutes, à fin décembre 2023)



Dans ce contexte, France Travail et ses partenaires proposent de nombreuses actions ciblées visant à lever les freins périphériques qui peuvent se mettre en travers de l'insertion professionnelle des demandeurs d'emploi. C'est dans cette logique, que peut être proposé, « **l'Accompagnement global** », un accompagnement personnalisé et intensif, réalisé par un binôme constitué d'un travailleur social du Conseil départemental et d'un conseiller France Travail dédié. Il a pour objectif de favoriser l'accès à l'emploi par la résolution ou la réduction des difficultés sociales et professionnelles rencontrées.

## QUELQUES EXEMPLES D'ACTIONS MOBILISABLES DANS LE DÉPARTEMENT

### NUMÉRIQUE

Le frein déclaré le plus fréquemment est lié à la capacité à utiliser internet et les équipements informatiques. Cet illettrisme concerne 23% des demandeurs d'emploi (catégorie A). La proportion est particulièrement élevée parmi les résidents en QPV, les travailleurs handicapés, les demandeurs d'emploi de niveau infra-Bac, les bénéficiaires du RSA et les seniors.

« **Pix emploi - Diagnostic initial** » : mis à disposition des demandeurs d'emploi depuis avril 2021, Pix emploi permet d'établir un bilan de compétences numériques à travers un test d'une vingtaine de questions, puis de proposer des solutions adaptées mobilisant les services des différents acteurs de l'emploi (formation, ateliers, Pass APTIC...). Des résultats aux tests inférieurs à 50% sont un signe fort de « fragilité numérique ». Dans le département, on compte actuellement 185 demandeurs d'emploi avec un résultat inférieur ou égal à 50%.

### SANTÉ

Le « **parcours emploi santé** » est un service d'une durée de 6 mois qui couvre l'appui à la recherche d'un emploi compatible avec la situation de santé du candidat ainsi qu'un soutien psychologique pour enclencher un parcours de soin ou être accompagné dans les démarches de reconnaissance de handicap. En 2023, 877 adhésions ont eu lieu dans le département. 26% des personnes ont engagé des démarches pour lever des freins de santé. 25% ont identifié des contours d'un projet réaliste et réalisable.

### TRANSPORT

« **Mobiville** » est un exemple de service en ligne. Il propose un service d'aide à la décision pour orienter les candidats à la mobilité vers les bassins d'emploi qui recrutent afin de saisir des opportunités dans de nouveaux territoires. Cette solution permet d'accompagner les publics qui souhaitent déménager dans l'identification du territoire jugé le plus favorable à leur retour à l'emploi et à leurs attentes en termes de qualité de vie. Cette solution a également vocation à centraliser et à valoriser les aides à disposition pour faciliter la mobilité et l'installation dans un nouveau territoire.

Le « **bilan-accompagnement mobilité** » est une prestation de France Travail qui vise à lever les freins à la mobilité en aidant les demandeurs d'emploi à identifier précisément les contraintes qu'ils rencontrent et à mobiliser les dispositifs d'aides auxquels ils peuvent prétendre.

Des « **aides à la mobilité** » sont accordées sous conditions d'éligibilité. Elles peuvent prendre la forme d'une prise en charge des frais de transport, de repas et d'hébergement afin de faciliter la mobilité géographique des demandeurs d'emploi pour lesquels les déplacements constituent un frein à la recherche / reprise d'emploi ou à la formation.

« **Mes aides France Travail** » est une plateforme lancée par France Travail en partenariat avec le ministère du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion, afin de rendre visibles et accessibles les aides à la mobilité pouvant être accordées aux demandeurs d'emploi (pour financer le permis de conduire, réparer, acheter ou louer un véhicule, etc.).

## DIFFICULTÉS FINANCIÈRES

En 2022, en Auvergne-Rhône-Alpes, les Carsat et France Travail ont noué un partenariat pour mieux informer les demandeurs d'emploi proches du départ à la retraite sur leurs droits et les aider à optimiser leur choix de fin de carrière. Les « ateliers emploi-retraite » sont ainsi proposés aux demandeurs d'emploi de 59 ans et plus dans la perspective d'accompagner le passage à la retraite ou de les remobiliser dans leur recherche d'emploi lorsqu'ils ne remplissent pas les conditions d'un départ à taux plein. En 2023, 1 015 adhésions ont été réalisées (source : Aude Z06/ France Travail). Des rendez-vous personnalisés sont également proposés aux personnes en situation de grande fragilité sociale ou financière. Résoudre les difficultés financières, c'est aussi mieux informer sur les droits pour sécuriser la reprise d'emploi. Dans ce but, « **Estime** » est une application qui permet d'évaluer en quelques clics les ressources mobilisables en cas de perte d'emploi (droits à l'allocation d'Aide au retour à l'emploi, montant et durée d'indemnisation, etc.) ainsi que les aides et allocations versées par France Travail et la CAF dans le cadre d'une reprise d'emploi.

## CONTRAINTES FAMILIALES

L'**Aide à la Garde d'Enfants pour Parents Isolés (AGEPI)** : une aide ponctuelle accordée par France Travail, visant à prendre en charge les frais de garde lorsqu'un demandeur d'emploi reprend une activité professionnelle ou entre en formation.

## CAPACITÉ D'INSERTION ET DE COMMUNICATION

La formation « **Compétences transverses illettrisme** » : un parcours apprenant centré sur l'acquisition des compétences de savoir-être nécessaires au retour à l'emploi ou au suivi d'une formation qualifiante.

## LOGEMENT

La « **Convention Action Logement** » renouvelée en 2023 vise à faciliter l'accès au logement des demandeurs d'emploi qui s'engagent dans un parcours de mobilité et quittent leur bassin de vie initial pour accéder à un emploi ou une formation en alternance.

*« C'est avec une volonté réaffirmée et partagée que nous souhaitons apporter des réponses concrètes et pragmatiques aux attentes des demandeurs d'emplois en recherche de logement et aux besoins des entreprises qui souhaitent recruter. »*

**Noël Petrone**, directeur Action Logement Services Auvergne-Rhône-Alpes



#### 4.4.

### DES DISPOSITIFS D'INSERTION ET DES ACTIONS POUR LES PUBLICS QUI EN ONT LE PLUS BESOIN

Faire évoluer les modèles de recrutement des entreprises afin qu'elles s'ouvrent à d'autres profils de candidats dans une démarche inclusive est une nécessité pour réduire les tensions.

La collaboration des acteurs de l'écosystème de l'emploi, de la formation et de l'insertion est engagée pour favoriser l'intégration de publics discriminés au moyen de dispositifs spécifiques et de proximité. Plusieurs axes d'actions, peuvent être mis en perspective : favoriser l'insertion par l'activité économique, intensifier l'aller vers, promouvoir le recrutement inclusif, renforcer l'accompagnement de ceux qui en ont le plus besoin.

#### Favoriser l'insertion par l'activité économique

L'Insertion par l'Activité Economique (IAE) permet aux personnes les plus éloignées de l'emploi, en raison de difficultés sociales et professionnelles particulières (âge, état de santé, précarité) de bénéficier d'un accompagnement renforcé qui doit faciliter leur insertion sociale et professionnelle par le biais de contrats de travail spécifiques. Encadré par l'Etat au titre des Politiques publiques de l'emploi, ce dispositif permet aux candidats de développer leur autonomie, d'acquérir de l'expérience et des compétences dans le cadre d'un accompagnement renforcé individualisé. En 2023, en Auvergne-Rhône-Alpes plus de 10 000 personnes bénéficient d'un contrat de travail au sein d'une Structure d'Insertion par l'Activité Economique : **Associations Intermédiaires, Entreprises d'Insertion, Ateliers et Chantiers d'Insertion ou Entreprises de Travail Temporaire d'Intérim d'insertion**. France Travail a orienté en 2023 environ 1000 demandeurs d'emploi chaque par mois, avec un taux d'acceptation moyen de 45,7% variable en fonction des structures. 12% des candidatures sont refusées au motif que le candidat présente un frein à l'emploi incompatible avec le poste proposé (Source : [emplois.inclusion.beta.gouv.fr](https://emplois.inclusion.beta.gouv.fr))

Dans le Rhône, ce secteur est important, avec 85 Structures d'Insertion par l'Activité Economique présentes sur le territoire :

- 30 Entreprises d'Insertion (EI)
- 28 Ateliers Chantiers d'Insertion (ACI)
- 13 Associations Intermédiaires (AI)
- 11 Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI)
- 3 Entreprise d'Insertion pour le Travail Indépendant (EITI)

70 structures sont implantées sur le territoire de la Métropole de Lyon et 15 sur le territoire du Conseil Départemental.

### **Des instances actives sur l'ensemble du Rhône :**

9 instances locales (Comité Techniques d'Animation) se réunissent tous les 2/3 mois. Réparties sur l'ensemble du territoire, elles couvrent l'ensemble des SIAE. Certains territoires ont conservé des CTA spécifiques (parcours) destinés à une meilleure dynamisation/coordination des parcours.

50 correspondants IAE sont répartis dans toutes les agences du Rhône et travaillent en lien avec ces structures. Des forums spécifiques IAE sont organisés pour faciliter l'entrée de candidats en IAE et la dynamisation des parcours.

Pour contribuer au développement de ce secteur, une stratégie territoriale 2020/2023 a été définie par les membres du CDIAE et déclinée en 5 axes :

1. Privilégier des activités attractives et innovantes fondées sur un modèle économique pertinent et viable
2. Favoriser les sorties vers l'emploi durable en lien avec les entreprises du territoire
3. Etendre le périmètre d'implantation des SIAE permettant d'offrir des offres d'insertion professionnelle sur tout le département du Rhône
4. Impulser des démarches inclusives et partenariales permettant la levée des freins
5. Développer des actions professionnalisant ès

*« Les personnes que nous recevons sont essentiellement orientées par nos partenaires France Travail et Cap emploi. Ces personnes très éloignées de l'emploi vont bénéficier d'un contrat de travail et d'un accompagnement socio-professionnel pour lever les freins de santé, de mobilité, etc. »*

**Chantal Vidalenc**, conseillère en insertion, Césame (association agréée Chantier d'Insertion)

### **Renforcer l'accompagnement des Bénéficiaires de la Protection Internationale**

France Travail va contribuer au nouveau dispositif lancé par l'Etat pour accompagner les personnes bénéficiaires de la protection internationale (réfugiés), le **dispositif AGIR**. Sur le Rhône, l'opérateur retenu est l'association Forum réfugiés. Grâce à un réseau de conseiller référents migrants présents dans chaque agence, France Travail prendra en charge l'accompagnement des BPI ayant un niveau de maîtrise du français égal ou supérieur au niveau A2, en lien avec Forum réfugiés qui s'occupera de l'accompagnement social et vers le logement.

Ce programme devrait concerner environ 1000 personnes par an, dont 30% qui seraient accompagnées par France Travail.

#### **Intensifier le « aller vers »**

Certains publics sont éloigné de nos services géographiquement (zone rurale...) ou sociologiquement (Quartier prioritaire Politique de la Ville...). Il est important de développer une démarche « d'aller vers»

La « **Place de l'emploi et de la formation** » est un dispositif itinérant qui rassemble de nombreux acteurs de terrain engagés dans l'insertion professionnelle. Ces forums de l'emploi accueillent les habitants au cœur de leur lieu de vie et proposent des espaces d'orientation, de conseils et de recrutement. Ce service de proximité est financé dans le cadre du Plan d'Investissement dans les Compétences (2019-2023).



A travers le maillage des guichets « **France services** », France Travail dispose d'un ancrage local complémentaire au plus près des demandeurs d'emploi les plus précaires. Au 27 octobre 2023, le réseau comptait 319 Maisons Services en Auvergne-Rhône-Alpes et 33 maisons France dans le Rhône. Au-delà de fournir des informations de 1er niveau, les agents des France services jouent un rôle de facilitateur et de soutien à l'usage des outils numériques et peuvent fournir un accompagnement à la réalisation de démarches liées aux organismes partenaires (Assurance maladie, Assurance retraite, Direction générale des finances publiques, etc.).

Dans le même esprit, les « **Tiers-lieux** » sont des leviers d'innovation en faveur de l'emploi et de l'insertion professionnelle, grâce aux espaces partagés qu'ils offrent, des lieux de rencontres qui encouragent les collaborations et les projets collectifs. Les Tiers-lieux sont déployés à travers le Groupement d'intérêt public France Tiers-lieux. En Auvergne-Rhône-Alpes, en octobre 2023, on compte 467 tiers-lieux (13 % du national). Ces relais de proximité proposent de nouvelles formes d'accompagnement aux publics en insertion professionnelle dans un cadre « désinstitutionnalisé ».

Dans le Rhône, l'AFPA a mis en place un tiers-lieu au sein de son campus de formation de Vénissieux, le **Manu'Village**. L'agence de Vénissieux y organise des ateliers à l'attention des demandeurs d'emploi de longue durée (« pack de remobilisation »).

Ces actions sont déployées en lien avec les partenaires de l'emploi et de la formation de la région, dans une perspective d'inclusion du plus grand nombre et à travers de nouvelles formes de recrutement, plus ouvertes et participatives.

Les jeunes issus des CAP et BAC Professionnels hors alternance ont une proportion de trajectoire d'emploi vers le CDI inférieure de 25 points à ceux ayant obtenu leur diplôme par alternance. Le manque de réseau personnel et professionnel ne facilite souvent pas leur insertion et leur capacité à se projeter. Face au constat de méconnaissance par les jeunes du monde des entreprises et des perspectives d'emploi dans les filières, L'Education Nationale et France Travail ont décidé de mettre en place **AvenirPro**. Concrètement, depuis la rentrée scolaire 2020 des conseillers France Travail interviennent auprès d'élèves en dernière année de lycées professionnels ayant un objectif d'entrée sur le marché du travail (niveau CAP et Bac professionnels).

## Promouvoir le recrutement inclusif

Sensibiliser et mobiliser un maximum d'entreprises pour développer des pratiques de recrutement plus inclusives (jeunes, seniors, personnes en situation de handicap...) est un enjeu majeur pour favoriser l'emploi.

La communauté « **Les entreprises s'engagent** » réunit en collectifs des entreprises de toutes tailles, les services de l'État et l'ensemble des parties prenantes de l'insertion au sein de clubs à la maille départementale. Sur l'ensemble de la région, France Travail est impliqué à leurs côtés pour faire progresser l'inclusion des plus fragiles dans l'emploi : organisation d'événements dédiés, intervention auprès des adhérents pour présenter les aides au recrutement, valorisation d'actions, etc.

Sur le Rhône, il y en a deux : le premier sur le territoire du Conseil départemental, sur le bassin de Villefranche ; le second sur la Métropole de Lyon. Il est intégré au sein de la « charte des 1000 », dont l'animation est portée par la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi.

Lancé en juin 2023 par le ministère du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion et celui des Sports et des Jeux olympiques et paralympiques, le programme « **Les clubs sportifs engagés** » vise à accompagner les associations sportives dans leur engagement pour développer l'insertion par et dans le sport.

Autre exemple, le **Mixité Tour** initié en 2024, une opération regroupant plus de 40 événements dans la région pour promouvoir la mixité et les secteurs ouverts à toutes et tous, en partenariat avec les Missions Locales, Cap emploi, l'OL Fondation, l'EPIDE, le CIDFF et la DRDFE.

## Renforcer et intensifier l'accompagnement de ceux qui en ont le plus besoin

Plusieurs exemples de dispositifs ont été déployés dans le département pour renforcer et intensifier l'accompagnement de ceux qui en ont le plus besoin.

Le « **parcours de remobilisation** » est un accompagnement proposé par France Travail aux demandeurs d'emploi inscrits depuis plus de deux ans sans aucune activité salariée. Il débute par un atelier d'une demi-journée comprenant des séquences collectives et des temps de réflexion individuels. Un programme d'actions individualisé est ensuite défini, avec un objectif de retour à l'emploi ou à la formation dans les six mois.

Pour les bénéficiaires du RSA, en collaboration étroite avec la Métropole de Lyon, une expérimentation a été lancée en mai 2023 pour fournir un « **accompagnement renforcé aux bénéficiaires** » sur les communes de Givors et de Grigny. Des « Rencontres Information Orientation » sont mises en place pour présenter l'accompagnement renforcé aux bénéficiaires du RSA. Une application « Pass' Emploi » est également en cours de lancement pour permettre aux bénéficiaires du RSA de ces communes d'échanger encore plus facilement avec leurs conseillers. En 2024, cette expérimentation va être étendue à de nouveaux territoires : Haute-Savoie pour les bassins de la Basse Vallée de l'Arve et Genevois, Rhône Bassin de Villefranche, Allier Bassin de Vichy et tout le département du Cantal.

De même, confié aux Missions Locales et à France Travail, le « **Contrat d'Engagement Jeune** » (CEJ) offre aux jeunes sans emploi ni formation un parcours d'accompagnement très intensif (15 à 20h par semaine) sur une durée de 6 à 12 mois. Ils bénéficient d'un appui personnalisé jusqu'au suivi dans la formation et dans l'emploi, ainsi qu'une garantie de ressources pour les plus fragiles.

Enfin, dans le but d'améliorer le recrutement des demandeurs d'emploi en situation de handicap et de construire une offre de services commune en partenariat avec tous les acteurs des territoires les « **Lieux Uniques d'Accompagnement** » (LUA) rassemblent les services de Cap emploi et France Travail, renforçant de fait les synergies entre les conseillers des deux réseaux. Début 2024, le département disposait de X LUA, animés par X conseillers Cap emploi et France Travail.

# En savoir plus

## **L'ACTIVITÉ FRONTALIÈRE AVEC LA SUISSE EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

France Travail Auvergne-Rhône-Alpes, Éclairages et synthèses.

## **L'EMPLOI SALARIÉ EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

France Travail Auvergne-Rhône-Alpes, Statistiques et indicateurs.

## **LES OFFRES DIFFUSÉES PAR FRANCE TRAVAIL EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

France Travail Auvergne-Rhône-Alpes, Statistiques et indicateurs.

## **LES EMBAUCHES EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

France Travail Auvergne-Rhône-Alpes, Statistiques et indicateurs.

## **ENQUÊTE SUR LES BESOINS EN MAIN-D'ŒUVRE EN 2023 EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

France Travail Auvergne-Rhône-Alpes, Statistiques et indicateurs.

## **LES MÉTIERS EN 2030. QUELLES PERSPECTIVES DE RECRUTEMENT EN RÉGION ?**

Jolly C., Flamand J., Cousin C., Eidelman A., France Stratégie, Dares, janvier 2023.

## **À L'HORIZON 2070, 8,65 MILLIONS D'HABITANTS EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

Bianco E., Thouilleux C., Insee Analyses Auvergne-Rhône-Alpes n° 151, novembre 2022.

## **LE TAUX DE CHÔMAGE EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

France Travail Auvergne-Rhône-Alpes, Statistiques et indicateurs.

## **LES DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS À FRANCE TRAVAIL EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

Dreets, France Travail Auvergne-Rhône-Alpes.

## **LES DEMANDEURS D'EMPLOI INDEMNISÉS EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

France Travail Auvergne-Rhône-Alpes, Statistiques et indicateurs.

## **LES BÉNÉFICIAIRES DE L'ARCE EN 2022 EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

France Travail Auvergne-Rhône-Alpes, Infographie.

## **LES REPRISES D'EMPLOI DES DEMANDEURS D'EMPLOI EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

France Travail Auvergne-Rhône-Alpes, Statistiques et indicateurs.

## **L'ACCÈS À L'EMPLOI DES DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS À FRANCE TRAVAIL EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

France Travail Auvergne-Rhône-Alpes, Statistiques et indicateurs.

## **LES CANDIDATS RETROUVENT-ILS LE MÉTIER INITIALEMENT RECHERCHÉ EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES ?**

France Travail Auvergne-Rhône-Alpes, Infographie.

## **LES DEMANDEURS D'EMPLOI EN MOBILITÉ PROFESSIONNELLE EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

France Travail Auvergne-Rhône-Alpes, Statistiques et indicateurs.

## **LES TENSIONS SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES EN 2022**

Dreets, France Travail Auvergne-Rhône-Alpes, Éclairages et synthèses.

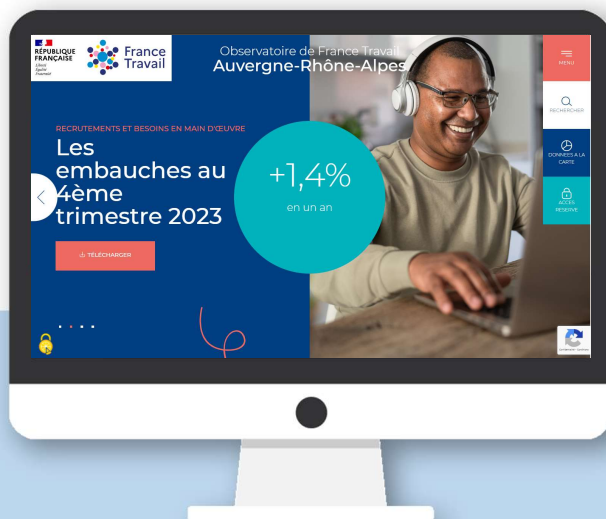
## **L'ACCÈS À L'EMPLOI À L'ISSUE D'UNE FORMATION EN 2022 EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

France Travail Auvergne-Rhône-Alpes, Éclairages et synthèses.

## **LES FREINS SOCIAUX AU RETOUR À L'EMPLOI DES DEMANDEURS D'EMPLOI EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

France Travail Auvergne-Rhône-Alpes, Statistiques et indicateurs.





**Retrouvez toutes les données sur l'Observatoire  
de France Travail Auvergne-Rhône-Alpes**

[www.observatoire-emploi-ara.fr](http://www.observatoire-emploi-ara.fr)

*Directeur de la publication : Joseph Sanfilippo  
Réalisation : France Travail, Direction Territoriale Rhône*

**RHONE**

  
**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**  
*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

  
**France  
Travail**